

Rapport de la Belgique concernant la mise en oeuvre des objectifs fixés en application de la directive 2001/77/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité (JOCE L283 du 27/10/2001)

INTRODUCTION5

RAPPORT DES AUTORITÉS FÉDÉRALES.....6

I. Participation de l'autorité fédérale à la réalisation des objectifs nationaux (art.3.).....6

II. Régimes de soutien (art.4)6

1. Soutien tarifaire.....6
2. Exemption de cotisation fédérale.....7

III. Garantie d'origine (art.5).....7

IV. Procédures administratives (art.6)8

V. Questions relatives au réseau (art.7)8

RAPPORT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE 10

I. Participation de la Région de Bruxelles-Capitale à la réalisation de l'objectif national (art. 3) 10

II. Régimes de soutien (art.4) 11

1. Régime de certificats verts..... 11
 - A. Base légale 11
 - B. Principes de fonctionnement..... 11
2. Prime directe à l'investissement 11
 - A. BRUREBA..... 11
 - B. Loi d'expansion économique..... 11
 - C. Déduction fiscale 12

III. Garantie d'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable (art. 5)..... 12

1. Base légale 12
2. Principe 12
3. Garantie d'origine de l'électricité produite..... 12

IV. Procédure administrative (article 6) 12

1. Structure de l'administration..... 12
2. Mesures d'accompagnement..... 13

V. Questions relatives au réseau (article 7) 13

1. Bases légales 13
2. Principe 13

RAPPORT DE LA RÉGION WALLONNE 15

I. Réalisation des objectifs (Art.3 §3).....	15
1. Hydroélectricité.....	15
2. Electricité éolienne.....	16
3. Electricité produite à partir de la Biomasse	18
A. Incinération des déchets ménagers.....	18
B. Combustion des sous-produits végétaux.....	18
C. Fermentation de boues de stations d'épuration	19
D. Fermentation d'effluents d'élevage.....	19
E. Fermentation d'effluents industriels.....	20
a. En sucrerie	20
b. En industrie agro-alimentaire.....	20
F. Récupération de gaz de décharge.....	21
G. Récupération de biogaz de fermentation.....	22
4. Solaire Photovoltaïque	22
5. Synthèse	22
A. Energie d'origine renouvelable.....	22
B. Electricité d'origine renouvelable.....	23
II. Mesures prises pour contrer les obstacles	26
1. Information	26
2. Soutien à la Fédération EDORA (www.edora.be).....	26
3. Projets pilotes soutenus par les Programmes européens.....	27
A. Les Fonds structurels	27
B. Energie Intelligente pour l'Europe.....	27
III. Régimes de soutien (art. 4)	27
1. Soutien à la R&D	27
A. Hydroélectricité.....	27
B. Bois-Energie	27
C. Eolien.....	28
2. Soutien aux études	28
A. Dispositifs généraux dédiés aux secteurs.....	28
a. Secteur privé	28
b. Secteur public et assimilé.....	28
B. Dispositifs ciblés dédiés aux filières.....	29
a. Filière éolienne.....	29
b. Filière biométhanisation.....	29
3. Bourses de Préactivité.....	29
4. Soutien aux investissements	29
A. Secteur privé	29
B. Secteur public et assimilé.....	31
5. Soutien à la production	31
A l'horizon 2010, le potentiel d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables en Région wallonne est évalué à 8%. La réalisation de ces estimations requiert néanmoins d'importantes mesures de promotion. Le bénéfice environnemental de ces filières est unanimement reconnu. Toutefois, le coût de production de l'électricité verte est un frein non négligeable à son développement.	31
A. Certificats verts	31
a. Principe	31
b. Attribution des certificats verts.....	32
c. Quotas de certificats verts.....	32
d. Sanctions en cas de non-respect des quotas.....	33

e. certificats verts extérieurs à la Région wallonne	33
f. Etat du marché des certificats verts	33
Quantité d'électricité verte produite et économie de CO2	33
Prix moyen du marché des certificats verts.....	34
Sur base des informations dont elle a connaissance, la CWaPE publie régulièrement le prix moyen de transaction d'un certificat vert en Région wallonne.....	34
B. Aide à la production.....	35
IV. Garantie d'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (art. 5 de la directive 2001/77/CE)	35
1. Certificat de garantie d'origine	35
2. Label de garantie d'origine	36
V. Procédures administratives (art. 6).....	36
1. Remarques préliminaires	36
2. Principales mesures d'accompagnement	37
A. Les Facilitateurs	37
a. Facilitateur éolien.....	37
b. Facilitateur Biométhanisation	37
c. Facilitateur Hydroélectricité	37
d. Facilitateur Biocarburants	38
e. Facilitateur COGEN.....	38
B. Cartographie.....	38
VI. Questions relatives au réseau (Art. 7 de la directive 2001/77/CE).	38
11. RAPPORT DE LA REGION FLAMANDE	40
I. Résumé succinct de la directive	40
II. Aperçu des obligations qui découlent des obligations de la directive	41
1. Fixation des objectifs chiffrés de la Belgique dans les rapports quinquennaux (article 3, paragraphe 2)	41
2. Rapports bisannuels sur la concrétisation des objectifs (article 3, paragraphe 3)	41
3. Les mesures de soutien nationales (article 4)	44
4. Garantie d'origine (article 5)	45
5. Procédures administratives (article 6).....	47
A. Situation en ce qui concerne la coordination entre les différentes administrations qui traitent les demandes d'autorisation.	47
B. Situation en ce qui concerne l'élaboration de lignes directrices pour le traitement des permis et la faisabilité d'une procédure accélérée de planification pour les producteurs d'électricité recourant à des sources d'énergie renouvelables.....	49
a. Énergie solaire	49
• panneaux solaires photovoltaïques et/ou de chauffe-eau solaires sur le plan du toit jusqu'à 20% maximum de la superficie de la toiture;	49
• des panneaux solaires photovoltaïques et/ou de chauffe-eau solaires sur un toit plat.	49

b.	Énergie éolienne.....	49
c.	Biomasse	49
d.	Énergie hydro-électrique.....	50
C.	Situation en ce qui concerne la désignation des autorités intervenant comme médiateur dans les litiges entre les autorités qui sont chargées de délivrer des autorisations aux requérants.....	50
III.	Gestion du réseau (article 7)	50
1.	Garantie/priorité pour l'électricité produite à partir de SER	50
2.	Coûts des adaptations du réseau	51
3.	Tarifs du réseau transport et de distribution	52
4.	Rapport.....	52

Introduction

La répartition des compétences institutionnelles en Belgique attribue une compétence de principe aux Régions en matière d'énergies renouvelables. Ce principe est cependant tempéré par le fait que les Régions n'exercent leur compétence matérielle que dans la limite de leur sphère de compétence territoriale, et par conséquent pas sur les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit maritime international, espaces marins qui relèvent de l'autorité fédérale. Celle-ci est également seule compétente en matière de tarifs.

Conformément à ces principes, les Régions ont adopté des règles législatives en vue de fixer des objectifs d'électricité verte ainsi que des mesures de promotion pour les atteindre alors que l'état fédéral a adopté des mesures destinées à promouvoir le développement de la production d'électricité verte en mer du Nord sous juridiction de la Belgique (ci-dessous dénommée électricité verte offshore) ainsi que des mesures tarifaires garantissant un prix minimum aux différents types d'électricité verte, quel que soit le lieu de leur production.

Les divers systèmes de promotion de l'électricité verte adoptés ou en cours d'élaboration tant au niveau de chacune des Régions que de l'état fédéral reposent sur la création de systèmes de certificats verts attribués aux producteurs d'électricité verte dont les installations de production bénéficient d'une garantie d'origine. C'est à travers l'imposition de quotas d'électricité verte aux fournisseurs livrant sur leur territoire que les régions se dotent des moyens d'atteindre leurs objectifs.

Par conséquent, le présent rapport a été élaboré par chacune des Régions en ce qui les concerne et par l'Administration fédérale pour ses compétences.

Rapport des autorités fédérales

I. Participation de l'autorité fédérale à la réalisation des objectifs nationaux (art.3.)

En ce qui concerne l'implantation de parcs d'éoliennes en mer du Nord, il existe actuellement deux projets ayant obtenu ou en voie d'obtenir des autorisations nécessaires à la construction des installations.

- Projet C-Power : ce projet vise à installer 60 turbines de 3,6 à 5 MW chacune (en fonction de la technologie qui sera disponible au moment de la construction) sur le lieu dit « Thorntonbank » (pour une capacité totale de 216 à 300 MW). Ce projet a reçu toutes les autorisations nécessaires et entre dans sa phase de construction. La production attendue est de 712 à 990 GWh par an, ce qui représente de 0,9 à 1,2 % de la consommation annuelle totale de la Belgique. Ce projet devrait permettre à la Belgique d'atteindre 1/3 de son objectif en matière de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables à l'horizon 2010.
- Projet Eldopasco : les différentes demandes d'autorisations ont été faites et sont en cours d'examen par les autorités compétentes. Ce projet vise l'installation de 30 éoliennes sur le banc « Sans Nom », situé derrière le « Thorntonbank ». Sa production estimée permettrait de couvrir le besoin en énergie d'au moins 137.000 ménages.

II. Régimes de soutien (art.4)

1. Soutien tarifaire

Ce soutien est organisé par l'arrêté royal du 16 juillet 2002 (<http://www.just.fgov.be>, publié le 23 août 2002) relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable. A l'instar de la procédure organisée au niveau des Régions, un système de certificats verts est organisé. Les certificats verts sont octroyés par le régulateur fédéral (la CREG) aux installations produisant de l'électricité verte en mer. L'arrêté royal prévoit un système de prix minima garantis (différents selon les technologies) ; autant les certificats verts fédéraux que ceux octroyés dans les Régions bénéficient de ce mécanisme. En fonction des dispositions régionales prises en matière de reconnaissance des certificats verts off-shore, le producteur d'électricité verte a également la possibilité d'écouler ses certificats verts sur le marché organisé par chacune des Régions.

L'arrêté royal du 05 octobre 2005 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 2002 revoit le système de prix minima garanti. Ainsi, le gestionnaire de réseau, dans le cadre de sa mission de service public, a l'obligation d'acheter au producteur d'électricité verte qui en fait la demande, les certificats verts octroyés à un prix minimal fixé, selon la technologie de production utilisée, à :

Technologie de production	Prix minima
Eolienne Off-shore (216 premiers MW de capacité installée)	107 €/MWh
Eolienne Off-shore (capacité excédant 216 MW)	90 €/MWh
Eolienne On-shore	50 €/MWh
Hydraulique	50 €/MWh
Solaire	150 €/MWh
Autres sources d'énergie renouvelables (dont biomasse)	20 €/MWh

Cet obligation d'achat prend cours à la mise en service de l'installation de production pour une période de 20 ans lorsqu'il s'agit d'éolienne off-shore, et pour une période de 10 années pour les autres types de technologie de production.

La loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses comprend, en son chapitre IV Energie, une série de dispositions visant à soutenir les projets d'énergie renouvelable off shore. Nous noterons, en particulier, l'article 62 qui:

- stipule que le gestionnaire de réseau finance à hauteur d'un tiers, et pour un maximum de 25 millions €, le coût du câble sous-marin pour un projet de 216 MW ou supérieur
- introduit une mesure de soutien qui permet de limiter le surcoût provoqué par les écarts de production des nouveaux parcs éoliens off-shore, lorsque que ceux-ci n'excèdent pas 30 % par rapport aux puissances nominées.

2. Exemption de cotisation fédérale

L'arrêté royal du 24 mars 2003 (<http://www.just.fgov.be> publié le 28 mars 2003) prévoit, en son article 5, que le gestionnaire de réseau exonère les utilisateurs du réseau d'une partie de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, partie correspondant à l'électricité fournie à des clients finaux et produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou d'unités de cogénération de qualité.

III. Garantie d'origine (art.5)

L'arrêté royal du 16 juillet 2002 (<http://www.just.fgov.be>, publié le 23 août 2002) relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables prévoit que l'octroi de certificats verts à des installations de production d'électricité verte en mer est subordonné à l'obtention, par le producteur, d'une garantie d'origine. Celle-ci est délivrée par un organisme agréé. L'arrêté décrit les conditions auxquelles doivent répondre les organismes accréditeurs ainsi que ce qui doit figurer sur ladite garantie (art. 4 §2). Pour être agréé, un organisme de contrôle doit disposer de la personnalité juridique et être indépendant de tous producteurs, intermédiaires ou fournisseurs d'électricité. D'autre part, il doit être accrédité sur base des critères de la norme NBN EN45004 ou par un système d'accréditation équivalent établi dans un pays membre de l'Espace économique européen et s'engager à transmettre au Ministre de l'Energie et à la CREG les rapports réalisés suite aux visites des installations de production d'électricité verte. Le certificat de garantie d'origine mentionne au moins

- la ou les sources à partir desquelles l'électricité est produite ;
- la technologie utilisée pour la production ;
- la technologie utilisée pour comptabiliser la production ;

- la puissance nette développable de l'installation de production ;
- les aides et subsides éventuels octroyés pour la construction ou le fonctionnement de l'installation de production, ou pour la production d'électricité par cette installation
- la date de mise en service projetée de l'installation ;
- le lieu de production.

IV. Procédures administratives (art.6)

Le cadre législatif organisé pour favoriser l'implantation d'installations de production d'électricité verte en mer est le suivant :

- L'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions domaniales pour la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'eau, des courants ou des vents, dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit international de la mer (<http://www.just.fgov.be>, publié le 30 décembre 2000).
- L'arrêté royal du 12 mars 2002 relatif aux modalités de pose de câbles d'énergie électrique qui pénètrent dans la mer territoriale ou dans le territoire national ou qui sont installés ou utilisés dans le cadre de l'exploration du plateau continental, de l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes ou de l'exploitation d'îles artificielles, d'installations ou d'ouvrages relevant de la juridiction belge (<http://www.just.fgov.be>, publié le 9 mai 2002)
- L'arrêté royal du 7 septembre 2003 établissant la procédure d'octroi des permis et autorisations requises pour certaines activités exercées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique (<http://www.just.fgov.be>, publié le 17 septembre 2003).
- L'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions domaniales pour la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'eau, des courants ou des vents, dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit international de la mer (<http://www.just.fgov.be>, publié le 29 juin 2004).

V. Questions relatives au réseau (art.7)

L'arrêté royal du 19 décembre 2002 (<http://www.just.fgov.be> publié le 28 décembre 2002) établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci prévoit que le gestionnaire du réseau accorde, dans la mesure du possible compte tenu de la sécurité d'approvisionnement nécessaire, une priorité aux demandes d'étude d'orientation et aux demandes de raccordement relatives à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et aux unités de cogénération dont la puissance nominale est inférieure ou égale à 25 MW (art.79). Pour les unités de production décentralisées et standardisées, utilisant des sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, de puissance inférieure ou égale à 25 MW, une procédure simplifiée est développée pour la recherche de conformité (art.117). En outre, les unités de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et les unités de cogénération jouissent, aux fins de contribuer à leur promotion, d'une plage de tolérance (art.317).

L'arrêté royal du 4 avril 2001 (<http://www.just.fgov.be> publié le 18 avril 2001), relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de

tarifs et de comptabilité du gestionnaire du réseau national de transport d'électricité dispose qu'en ce qui concerne les unités de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables de prédictibilité limitée, les tarifs visés contiennent un coefficient de réduction permettant de refléter les caractéristiques du parc total de ces unités regroupées par type d'énergie.

Rapport de la Région de Bruxelles-Capitale

I. Participation de la Région de Bruxelles-Capitale à la réalisation de l'objectif national (art. 3)

Même si le potentiel de développement des installations de production d'électricité verte sur son territoire est fort limité, la Région de Bruxelles-Capitale entend participer activement au mouvement de promotion de l'électricité verte, en Belgique ou dans d'autres régions, en imposant des quotas de certificats verts largement supérieurs au potentiel disponible sur son propre territoire.

En effet, l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité a prévu que des quotas d'électricité «verte » sont imposés annuellement aux fournisseurs bruxellois, quotas qui, lorsqu'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à la perception d'amendes administratives. Ces quotas correspondent à un certain pourcentage de l'électricité totale livrée aux clients bruxellois «éligibles». Ils ont été fixés à :

	Quota
2004	2 %
2005	2.25 %
2006	2.5 %

Le quota pour l'année 2007 n'a pas encore été fixé par le gouvernement.

On notera que l'incinération des déchets ménagers n'est pas soutenue par le mécanisme de certificats verts en Région de Bruxelles-Capitale. La seule installation d'incinération, présente sur le territoire de la Région, ne peut bénéficier du soutien accordé par le mécanisme des certificats verts pour deux raisons :

- primo, l'installation est déjà en exploitation depuis plus de 20 ans et est financée par des redevances de dépôt de déchets à l'incinérateur, par le produit de la vente de vapeur et par des dotations du budget régional.
- secundo, le rendement global de l'incinérateur est trop faible, ne conduisant à valoriser qu'une part faible de l'énergie contenue dans les déchets (15 à 20%)

A titre indicatif la production d'électricité correspondant à l'incinération de la fraction biodégradable des déchets ménagers représente 110.7 GWh soit 2 % de la consommation bruxelloise d'électricité.

Cela étant, conformément à la directive 2001/77, un système d'octroi de garantie d'origine de l'électricité produite est prévu par l'arrêté du gouvernement du 6 mai 2004, Ch III, art.11. L'octroi de garanties d'origine exclut l'octroi de certificats verts.

II. Régimes de soutien (art.4)

1. Régime de certificats verts

A. Base légale

- Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et projet de modification en cours de discussion.
- Ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.
- Arrêté du 6 mai 2004 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité.

B. Principes de fonctionnement

Avant de recevoir des certificats verts, les installations de production d'électricité verte doivent au préalable être certifiées (identification de l'installation, du schéma de comptage,...) par l'IBGE (Administration de l'Environnement et de l'Energie en Région de Bruxelles-Capitale).

Les certificats verts sont délivrés par l'instance de régulation, l'IBGE, à une installation de production d'électricité verte sur base de la quantité d'électricité produite et du CO2 évité.

Le propriétaire de l'installation de production d'électricité verte bénéficie de deux revenus l'un lié à la vente physique d'électricité sur le réseau l'autre à la vente de certificats verts.

Les fournisseurs d'électricité sur le marché bruxellois ont une obligation, sous peine d'amende, de fournir à l'IBGE un quota de certificats vert imposés par l'ordonnance.

2. Prime directe à l'investissement

A. BRUREBA

Pour le secteur public et les organismes non commerciaux, une aide à l'investissement de 20% est octroyée avec une limite de 75.000€ par établissement.

B. Loi d'expansion économique

La Loi d'Expansion Economique de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 1993 octroi une aide à l'investissement de l'ordre de 20 % au secteur privé excepté certain sous secteurs.

C. Déduction fiscale

Une déduction fiscale de 13.5 % sur l'investissement d'une cogénération est octroyé au bénéfice des entreprises.

III. Garantie d'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable (art. 5)

1. Base légale

- Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et projet de modification en cours de discussion
- Arrêté du 6 mai 2004 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité.

2. Principe

La certification d'une installation consiste à vérifier le comptage des intrants (combustibles) et de l'électricité nette produite ainsi que de la chaleur (si c'est une installation de cogénération).

La certification des installations de production d'électricité à partir de SER est faite par l'IBGE. Cette mission peut être également déléguée à un organisme de certification externe agréé par le Ministre.

3. Garantie d'origine de l'électricité produite

Une fois l'installation certifiée, l'IBGE pourra délivrer par trimestre des garanties d'origine de l'électricité.

Ces dernières sont gérées via un logiciel de gestion de base de données similaire à celui utilisé pour la gestion de certificats verts en Région de Bruxelles-Capitale.

IV. Procédure administrative (article 6)

1. Structure de l'administration

En Région de Bruxelles-Capitale, la décision d'investir dans une unité de production d'électricité décentralisée n'est pas soumise à l'approbation d'une quelconque autorité. La construction et l'exploitation de ces unités requièrent en revanche un permis d'urbanisme et un permis d'environnement.

Comme indiqué supra, l'IBGE constitue l'administration de l'environnement et de l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale. Le département Energie régulation, chargé entre autres de la délivrance et de la gestion des certificats verts ainsi que de l'octroi de la garantie d'origine, faisant partie de la division 'Autorisation' (compétent pour la délivrance des permis d'environnement), les dossiers relatifs à l'octroi de permis

d'environnement pour des installations de production d'électricité verte et de cogénération sont traités en parfaite synergie.

2. Mesures d'accompagnement

Le département énergie et le département régulation de l'IBGE dispensent des conseils pour l'accompagnement des candidats à l'investissement dans une installation de production d'électricité à partir de SER ou de cogénération.

Il existe un facilitateur cogénération pour la Région bruxelloise, chargé d'accompagner les porteurs de projet en matière de cogénération.

Les audits préalables à l'installation d'une cogénération sont également financé à hauteur de 50%.

V. Questions relatives au réseau (article 7)

1. Bases légales

- Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et projet modificatif en cours de discussion
- Projet d'arrêté règlement technique et de comptage pour la distribution (tension inférieure à 36 kV)
- Projet d'arrêté règlement technique et de comptage pour le transport régional (tension de 36 kV).

2. Principe

L'article 11 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en RBC stipule que les gestionnaires de réseau doivent établir chacun un règlement technique de réseau et de comptage pour les réseaux qui les concernent. Ce règlement est approuvé par le gouvernement après avis de l'IBGE.

L'élaboration des règlements techniques touche actuellement à sa fin, cependant ceux-ci n'ont toujours pas été approuvé par le gouvernement.

Les règlements en projet contiennent une série de prescriptions relatives aux installations d'électricité à partir de SER. Ils prévoient notamment que :

- Les frais d'étude d'orientation s'établissent suivant un tarif approuvé par la CREG (Régulateur Fédéral).
- Lors du traitement de la demande d'étude d'orientation et lors de l'examen de la demande de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution doit accorder une priorité aux demandes relatives à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelable, par rapport aux autres demandes de raccordement pendantes devant lui. Cette priorité vaut également pour les réservations de capacité.

- Le gestionnaire du réseau de transport régional doit évaluer les demandes de raccordement qui lui sont adressées en tenant compte notamment de : la priorité à donner, dans la mesure du possible et vu l'impératif de continuité de l'approvisionnement, aux installations de production utilisant des sources d'énergie renouvelable et aux unités de cogénération.

Rapport de la Région wallonne

I. Réalisation des objectifs (Art.3 §3)

Les chiffres de production sont tirés des « Bilans Energie 2003 » mais quand nous disposions de chiffres plus récents sur les puissances installées nous les avons indiqués.

1. Hydroélectricité

La Fédération Professionnelle d'électricité a recensé la production des 45 centrales hydroélectriques wallonnes en 2003. Leur production nette totale, était de **240,5 GWh, en très net recul par rapport à 2002, et cette tendance se poursuit, hélas, depuis deux ans, liée en grande partie aux conditions climatiques.** Le tableau suivant reprend les productions d'électricité par classe de puissance installée.

Classe de puissance	Nombre de centrales	Puissance installée (MW)	Production brute (GWh)	Production nette (GWh)
Puissance > 10 MW	3	50.8	99.9	98.4
1 < Puissance < 10 MW	12	53.3	133.1	130.7
Puissance < 1 MW	30	5.0	11.7	11.4
Total	45	109.1	244.7	240.5

Tableau 1 - Production des centrales hydroélectriques par classe de puissance en Wallonie en 2003
Source : Fédération des producteurs et distributeurs d'électricité de Belgique FPE

La part de la production d'électricité par classe de puissance est relativement proche de la part des puissances installées. A elles seules, les 3 centrales hydro-électriques de plus de 10 MW de puissance produisaient en 2003 un peu plus de 40% du total.

Le niveau de production atteint en 2003 est en forte baisse, moins 32%, par rapport à celui de 2002 et moins 45% par rapport à 2001. Toutefois, cette évolution est expliquée par l'évolution du nombre de jours de précipitations enregistrés sur notre pays (157 jours contre 196 jours en 2002 soit moins 20% et 201 jours en 2001 soit moins 22%), et par la quantité d'eau récoltée (671 mm d'eau par rapport à 1078 mm en 2002 soit moins 38%, et 1088 mm en 2001, soit moins 39%).

EVOLUTION	Electricité nette en GWh
1996	234
1997	302
1998	384
1999	337
2000	454
2001	434
2002	353
2003	240

Cela fait 3 années que la production hydroélectrique est en baisse, se rapprochant de ses niveaux le plus bas (1991: 226 GWh), mais il faut noter que 2000 était marqué par une production exceptionnellement élevée. **La moyenne de production depuis 1990 se situe autour des 320 GWh.**

Les perspectives de développement résident essentiellement dans l'amélioration des sites existants et l'équipement de barrages et écluses, selon le PMDE.

L'objectif de la politique de l'énergie de la Région wallonne est d'atteindre une production d'électricité hydraulique de 440 GWh en 2010.

- Turbine Oméga

La turbine Oméga, une turbine hydroélectrique innovante pour basses chutes (2 à 6 m) qui ne nécessite pas de génie civil a été installée sur l'Ourthe en juin 2005. Ces turbines équiperont tous les barrages régulant la navigation sur les fleuves et rivières en Wallonie disposant de « sauts- ΔH » ne permettant pas de rentabiliser des turbines classiques.

La puissance installée est de 500 kW.

2. Electricité éolienne

Une vingtaine de petites éoliennes, non raccordées au réseau électrique, sont recensées par les Compagnons d'Eole en Wallonie, d'une puissance installée allant de 2,5 à 40 kW, soit environ 250 kW en tout. Leur production annuelle d'électricité est estimée forfaitairement à 0,1 GWh.

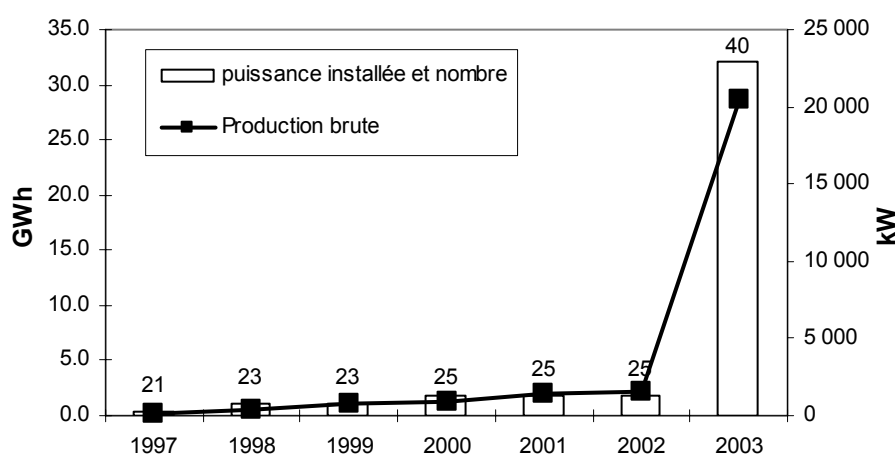


Figure 1 - Evolution de la production brute, de la puissance installée et du nombre d'éoliennes en Wallonie de 1997 à 2003
Source FPE - Compagnons d'Eole

La production brute des grandes éoliennes raccordées au réseau de distribution en Wallonie, s'élevait à **28.500 MWh en 2003**.

L'objectif de la politique de l'énergie est d'atteindre, en 2010, une production d'électricité éolienne de 370 GWh, énergie correspondant à une puissance installée de 200 MW (environ 150 éoliennes).

Le parc éolien Les Vents de l'Ornoi à Gembloux – Sombreffe (4 éoliennes de 1,5 MW, gérées par Air Energy) a été inauguré en octobre 2003 et depuis cette date des inaugurations se sont succédées pour arriver en juin 2005 à 40 MW de puissance installée. De plus des autorisations ont été accordées pour 13 parcs totalisant 100 MW de puissance installée.

Lorsque tous les projets autorisés en juin 2005 seront concrétisés, la Région wallonne aura atteint 70% de ses objectifs en matière de puissance éolienne installée.

Société	Site d'implantation	Province	Nombre de turbines	PI unit (MW)	PI totale (MW)	Production estimée (MWh)	T CO2 évité	équivalent conso ménage	Date
Eoliennes en fonction									Inauguration
ASPIRAVI	Perwez	BW	1	0.60	0.6	1.080	514	309	06/12/2000
Electrabel	Bütgenbach	L	4	2.00	8.0	17.600	8.378	5.029	27/06/2003
Energie 2030	Saint-Vith	L	1	0.50	0.5	900	428	257	
Les Vents de l'Ornoi	Gembloux	N	4	1.50	6.0	12.600	5.998	3.600	31/10/2003
Les Vents de Perwez	Perwez	BW	5	1.50	7.5	15.750	7.497	4.500	01/03/2005
RPC	Sainte-Ode	LU	6	1.25	7.5	15.750	7.497	4.500	03/05/2003
SPE	Villers-le-Bouillet	L	6	1.50	9.0	18.900	8.996	5.400	01/02/2005
Vents d'Houyet	Mesnil-Eglise	N	1	0.60	0.6	1.080	514	309	15/05/2004
Verlac	Alleur	L	1	0.33	0.3	652	310	186	30/06/2005
TOTAL			29		40.0	84.312	40.132	24.090	

Eoliennes autorisées									Permis
Air Energy	Sombreffe	N	2	1.50	3.0	6.300	2.999	1.800	02/05
Air Energy	Villers-la-Ville	BW	8	2.00	16.0	35.200	16.755	10.057	02/05
Allons en vent	Beauraing	N	1	0.75	0.8	1.425	678	407	05/03
Les Eoliennes de Perwez	Perwez	BW	3	1.50	4.5	9.450	4.498	2.700	
Electrabel	La Louvière	H	2	1.50	3.0	6.600	3.142	1.886	courant 2004
Electrabel	Bullange	L	6	2.00	12.0	26.400	12.566	7.543	11/04
Electrabel	La Roche	LU	4	2.00	8.0	17.600	8.378	5.029	12/03
Energie Verte Couvin	Couvin	N	1	2.00	2.0	4.400	2.094	1.257	04/04
Incubator	Chevetogne	N	1	0.60	0.6	1.080	514	309	10/04
MESA	Mettet	N	11	2.00	22.0	48.400	23.038	13.829	04/04
RPC *	Sainte-Ode	LU	8	2.00	16.0	35.200	16.755	10.057	01/05
SPE	Walcourt	N	6	1.50	9.0	18.900	8.996	5.400	04/05
Vents de l'Ornoi	Gembloux	N	2	1.50	3.0	6.300	2.999	1.800	05/05
TOTAL			55		99,9	217.255	103.412	62.074	

3. Electricité produite à partir de la Biomasse

A. Incinération des déchets ménagers

Pour se conformer aux nouvelles conventions de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et d'Eurostat, seule la fraction organique des déchets sera considérée comme renouvelable. Les statistiques récoltées pour l'AIE sont découpées entre la fraction renouvelable et non renouvelable des déchets.

Le tableau ci-dessous part de l'hypothèse que la fraction organique des déchets représente 35% du total incinéré.

EVOLUTION	Electricité brute en GWh
1997	14
1998	14
1999	13
2000	14
2001	12
2002	41
2003	49

B. Combustion des sous-produits végétaux

Le vocable "sous-produits végétaux" comprend le bois, les déchets de transformation du bois, les déchets forestiers, les déchets papetiers et les produits végétaux solides.

Pour l'année 2003, les productions de vapeur et d'électricité à partir de la combustion de déchets forestiers ou agricoles sont reprises ci-après. La production primaire est de 207 ktep.

Total	Production primaire	Vapeur produite	Electricité brute	Electricité nette
ktep	207.2	174.1	18.0	13.3
GWh	2 409.2	2024.2	209.3	154.7
TJ	8673.1	7287.2	753.4	556.9

Tableau 2 - Production d'énergie à partir de la valorisation de déchets de bois en Wallonie en 2003

Au cours du premier semestre 2005, l'unité 4 de la centrale des Awirs, à Liège, a été convertie en une installation de 80 MW fonctionnant à 100% aux granulés de bois.

EVOLUTION	Electricité nette en GWh
1997	76
1998	76
1999	160
2000	123
2001	131
2002	174
2003	155

C. Fermentation de boues de stations d'épuration

En 2003, le biogaz produit par digestion de boues d'épuration a été valorisé dans 8 stations d'épuration en Wallonie. Une de ces stations a produit de l'électricité, les autres ont valorisé le biogaz en chaleur.

EVOLUTION	Electricité nette en GWh
1997	0,1
1998	0,1
1999	0,1
2000	0,1
2001	0,2
2002	0,2
2003	0,5

La production d'électricité par fermentation de boues de stations d'épuration a plus que doublé par rapport à 2002, peut-être grâce à l'instauration des certificats verts.

D. Fermentation d'effluents d'élevage

Les quelques installations qui valorisent les sous-produits d'élevage par biométhanisation sont situées dans un élevage de porcs de monsieur Lenges à Recht, à la ferme du Fasscht, des frères Kessler, à Attert et dans la ferme de monsieur Heck à Nidrum. Le centre des technologies agronomiques de Strée dispose d'une installation pilote et d'essai pour le chauffage d'une serre qui fonctionne occasionnellement. En tout 955.700 m³ de biogaz ont été produits. La production d'électricité à partir de fermentation d'effluents d'élevage est en hausse de 258% par rapport à 2002.

EVOLUTION	Electricité nette en GWh
1997	0
1998	0
1999	0,1
2000	0,2
2001	0,3
2002	0,5
2003	1,6

E. Fermentation d'effluents industriels

a. En sucrerie

Une large part de l'énergie valorisée par la biométhanisation dans l'industrie provient des sucreries (station d'épuration des eaux de lavage des betteraves). Celle-ci a encore lieu dans 4 sucreries. La baisse de production entre 1997 et 1998 s'explique probablement par des arrêts d'installation.

Le biogaz produit est brûlé en chaudière pour générer de la vapeur à 40 bars servant à produire de l'électricité et de la vapeur dans des unités de cogénération.

EVOLUTION	Electricité nette en GWh
1997	1,6
1998	0,4
1999	0,2
2000	0,2
2001	0,3
2002	0,2
2003	0,4

b. En industrie agro-alimentaire

Fin novembre 2002, une entreprise du secteur agro-alimentaire a inauguré la plus grosse installation de valorisation du biogaz par cogénération en Belgique. Ainsi 2 moteurs d'une puissance totale de 2,5 MWe ont été installés avec une valorisation de la chaleur d'une puissance de 2 MWth et une production de vapeur de 2 tonnes/h.

En 2003, 10 GWh d'électricité verte ont été produits.

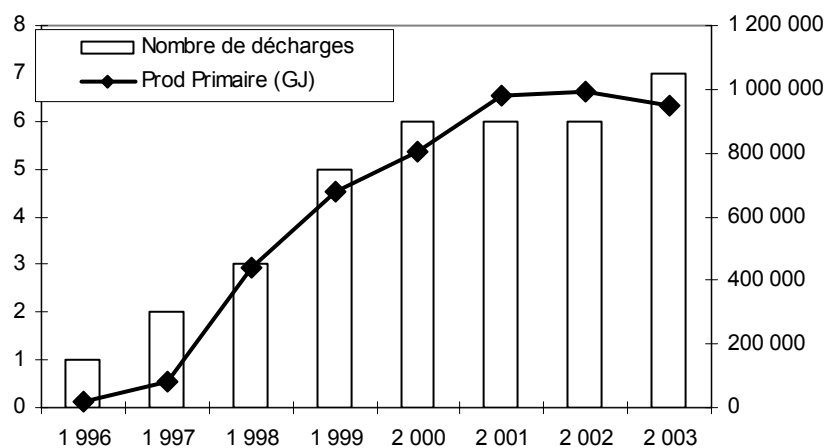
De nombreux autres projets de ce type devraient apparaître dans le paysage wallon suite à la mise en place des certificats verts

F. Récupération de gaz de décharge

Suite à leur enfouissement, les déchets organiques sont sujets à une décomposition anaérobie qui conduit à une production de biogaz. En Wallonie, en 2003, le gaz de décharge est valorisé en électricité sur 7 sites. On observe une baisse de la production primaire de 4,8% par rapport à 2002 et de 3,5% pour la production nette d'électricité.

Année	Gaz valorisé (m3)	Energie Primaire (GJ)	Chaleur produite (GJ)	Electricité brute (GWh)	Electricité nette (GWh)	Total brut (GJ)
1 997	8 261 106	80 940	0	12.6	11.7	45 504
1 998	23 389 050	441 853	0	38.0	35.9	136 821
1 999	38 666 866	680 847	0	61.2	58.7	220 370
2 000	46 272 137	805 189	17 800	74.9	71.8	287 274
2 001	56 010 558	980 582	11 355	80.2	77.0	300 081
2002	57 482 000	994 800	8 400	83.3	79.5	308 500
2003	55 034 000	946 900	39 700	78.8	76.7	323 300

Tableau 1 - Production d'énergie à partir de la récupération de gaz de décharge en Wallonie en



2001

Figure 2 - Evolution du nombre et de la production primaire des décharges en Wallonie (1996-2003)

Deux nouvelles installations devraient démarrer en 2005, une aux Isnes de 49 kW et une à Froidchapelle de 249 kW.

G. Récupération de biogaz de fermentation

En 2003, environ 3 millions Nm³ ont été valorisés par l'intercommunale ITRADEC pour produire 4.540 MWh d'électricité et 10.000 GJ de chaleur utilisée pour le réchauffage des fermentescibles avant la biométhanisation.

Total	Energie primaire	Chaleur produite	Electricité brute	Electricité nette
tep	1.456	239	461	390
MWh	16.934	2.778	5.356	4.540
TJ	61.0	10.0	19.3	16.3

Tableau 4- Production d'énergie à partir de la biométhanisation des déchets organiques en Wallonie en 2003

4. Solaire Photovoltaïque

En 2003, aucune production d'électricité solaire photovoltaïque n'était comptabilisée mais on peut noter que depuis plusieurs installations sont répertoriées, pour une puissance installée de 3 kWc.

5. Synthèse

A. Energie d'origine renouvelable

On remarquera que parmi les énergies renouvelables (l'incinération est limitée à la fraction renouvelable des déchets ménagers), la biomasse représente une très large part (92,6 %) du total, le bois de chauffage et les déchets forestiers en constituant à eux seuls 79,3 %. Hors biomasse, seule l'électricité d'origine hydraulique a une part significative avec plus de 5,6% du total.

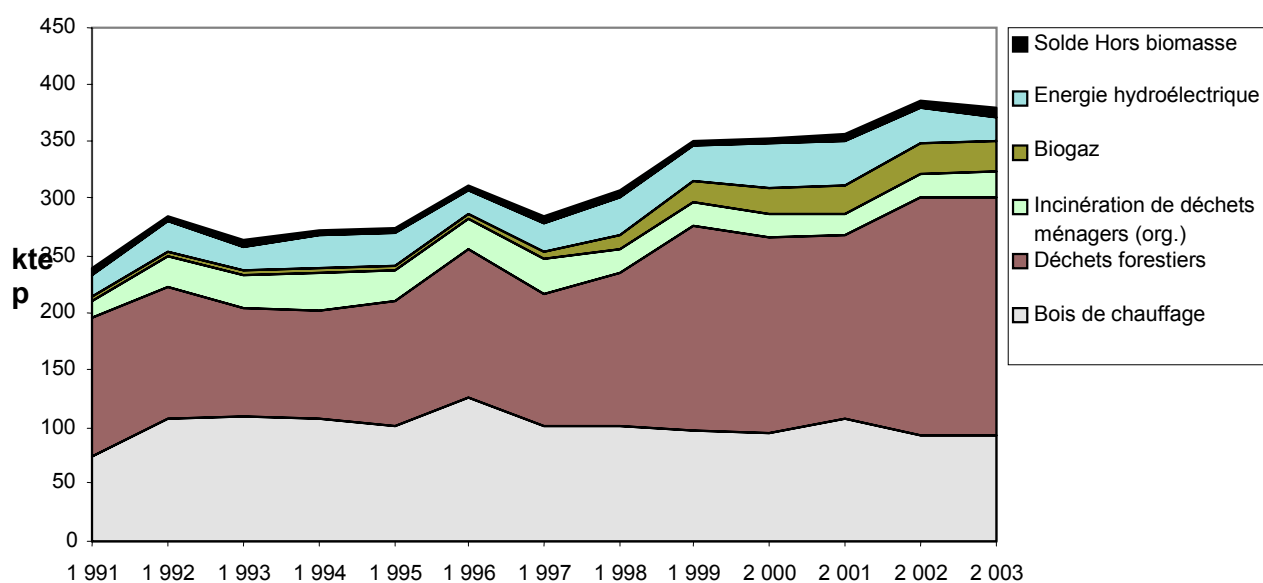


Figure 3 - Evolution de la contribution des différentes sources d'énergies dans le total de production primaire d'énergies renouvelables en Wallonie (1991-2003)

La Figure 3 présente la progression des énergies renouvelable en Région Wallonne. De 238 ktep inventoriés en 1991(en ne considérant que la fraction organique des déchets ménagers incinérés), on passe à 378 ktep en 2003, soit une hausse de 59%.

Par rapport à 2001, 345 ktep, on note une augmentation d'environ 10%. Par rapport à 2002, 385 ktep, on note une baisse relative, d'environ 2% qui est essentiellement due à la baisse de 32% observée pour la production d'électricité hydraulique.

B. Electricité d'origine renouvelable

Synthèse 2003:

**Production électrique nette : 556 GWh
(=47.8ktep)**

dont 269 GWh hors biomasse (48%)

287 GWh en biomasse (52%)

La production d'électricité d'origine renouvelable est en baisse (moins 13,8%) par rapport 2002 (645 GWh) et par rapport à 2001 (656 GWh).

Le total hors biomasse passe de 436 GWh en 2001 à 355 GWh en 2002 et à 269 GWh en 2003, soit une diminution de 38% en 2 ans. **Cette diminution résulte de la forte baisse de la production d'électricité d'origine hydraulique due aux conditions météorologiques.**

Par contre, la production électrique issue de la biomasse passe de 219 GWh en 2001, à 290 GWh en 2002, puis à 287 GWh en 2003, soit une augmentation de 31% en 2 ans.

L'objectif du ***Plan pour la maîtrise durable de l'énergie*** est d'atteindre une production d'électricité à partir des sources d'énergie renouvelable de 8% à l'horizon 2010, en partant de 2,6% en 2000 et en augmentant progressivement cette proportion.

Si l'on compare avec la consommation d'électricité en Région wallonne en 2003, estimée à 23,67 TWh, on atteint alors le pourcentage de 2,3%.

En comparant dans la Figure 4, d'une part, les prévisions envisagées dans le Plan Energie de la proportion d'électricité verte dans la consommation d'électricité en Wallonie et, d'autre part, les proportions constatées à ce jour, il apparaît que l'évolution actuelle semble défavorable.

Toutefois, en se basant sur les données 2004 (provisaires) et sur les estimations pour 2005, nous pouvons estimer un pourcentage d'électricité verte dans la consommation d'électricité en Wallonie de 2,9 pour 2004 et de 3,5 pour 2005 ce qui représente une progression significative.

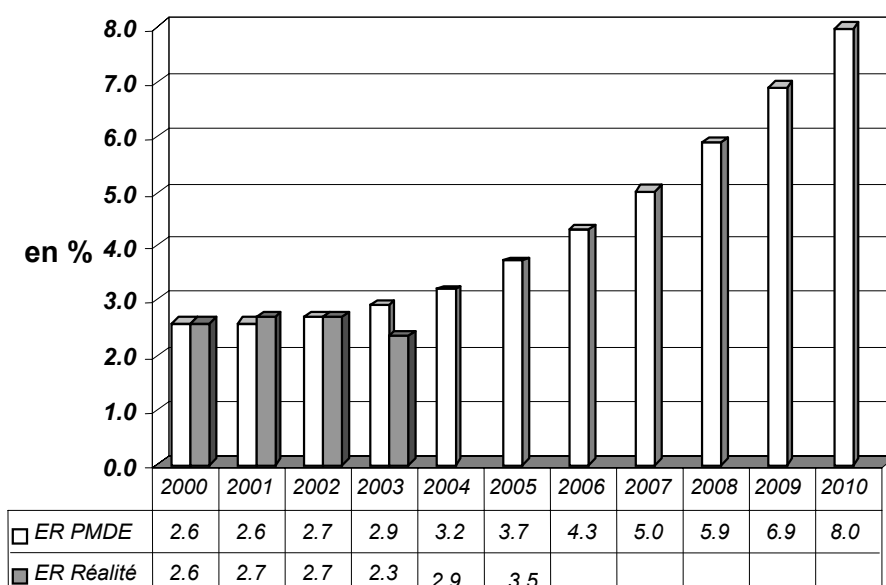


Figure 4- Evolution constatée et envisagée par le PMDE de la proportion d'électricité verte

On trouvera en annexe, la liste des installations de production d'électricité verte certifiées et en cours de certification par la CWaPE.

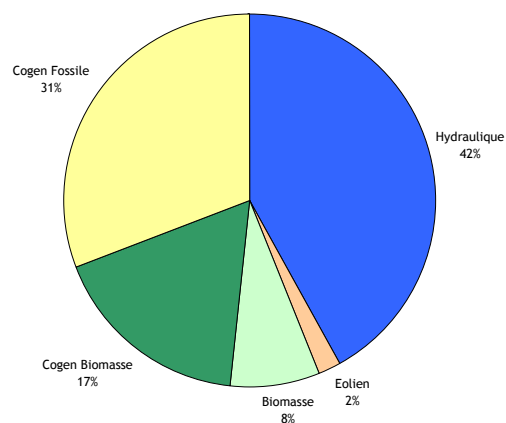
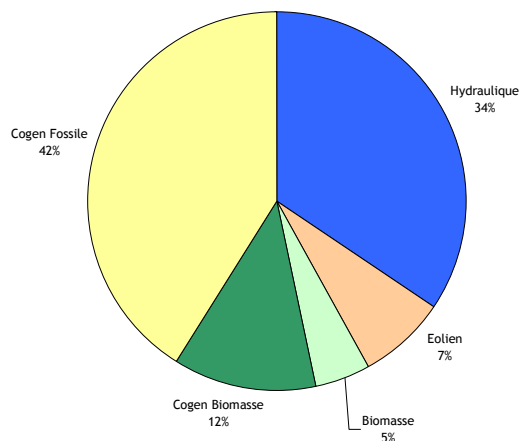
Synthèse	kWh-2003	kWh-2004	kWh au 30/09/2005	kWh-2005
Statut	OFFICIEL	PROVISOIRE	PROVISOIRE	ESTIMATION 4/3
Sources	ICEDD/CWaPE	ICEDD/CWaPE	CWaPE	CWaPE
PV	0	499	270	360
Biomasse	241.565.700	91.121.560	125.940.973	242.504.955
Cogen-biomasse		204.378.674	147.463.392	196.617.856
Eolien	28.400.000	46.410.230	54.792.802	73.057.069
Hydraulique	240.500.000	307.978.073	235.657.973	314.210.631
TOTAL E-SER certifié CWaPE	510.465.700	649.889.035	563.855.411	826.390.872
Incinération	45.300.000	39.355.399	29.516.549	39.355.399
PV	12.900	19.601	14.701	19.601
TOTAL E-SER - DIRECTIVE 2001/77/CE	555.778.600	689.264.035	593.386.661	865.765.872
Evolution % par rapport année précédente		24%		26%
Consommation finale RW	23.670.000.000	23.750.000.000	17.142.775.718	23.750.000.000
% E-SER au sens Directive 2001/77/CE	2,3%	2,9%	3,5%	3,6%

(MSI AWIRS 4 - 01/09/2005)

Parc de Production d'électricité verte en 2003

Puissance installée : 295 MWe

752.000 MWh verts produits

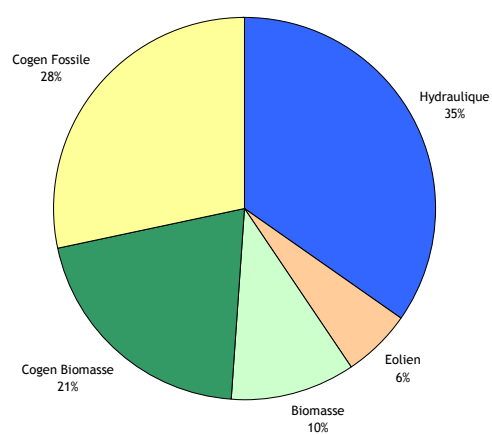
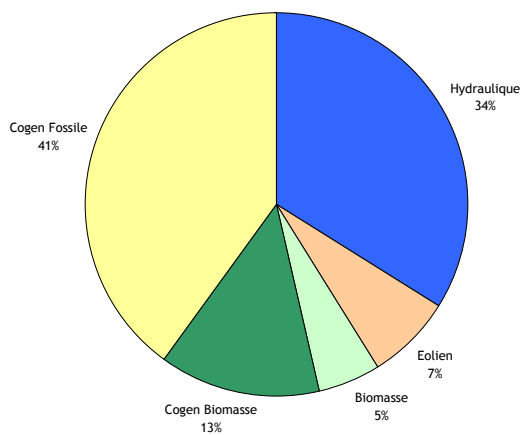


Source CWaPE, Rapport sur les Certificats Verts 2004

Parc de Production d'électricité verte en 2003

Puissance installée : 306 MWe

872.000 MWh verts produits



Source CWaPE, Rapport sur les Certificats Verts 2004

II. Mesures prises pour contrer les obstacles

1. Information

- DiffuSER II : se charge de la formation des consultants des Guichets de l'Energie dans leurs contacts avec le grand public,
- Publication de Vade-Mecum

Ces ouvrages répondent à une attente des candidats investisseurs. En effet, les démarches non technologiques préalables à tout investissement sont nombreuses, parfois complexes et peuvent décourager bien des initiatives.

C'est pourquoi la Région a jugé utile de faire rédiger, par les organismes et personnes les plus aptes, des documents de synthèse portant sur les aspects administratifs, légaux et juridiques (financiers : contraintes, aides et incitants), et complétés de répertoires d'adresses utiles.

Les Vade-Mecum actuellement disponibles portent sur l'Eolien, la Biométhanisation, l'Hydroénergie, l'Eolien pour les Communes, Une Enquête sur l'acceptation sociale des éoliennes (APERe), et une Etude sur l'impact des parcs éoliens sur l'immobilier local (APERe).

- Site portail : <http://energie.wallonie.be>
- APERe (mission de promotion des SER) : www.apere.org
- Le REactif

2. Soutien à la Fédération EDORA (www.edora.be)

Depuis sa création en 2003, la Région wallonne soutient les activités de l'asbl EDORA.

EDORA a été constituée le 25 novembre 2003. Elle rassemble des membres titulaires, producteurs d'électricité de sources renouvelables, et des membres observateurs, bureaux d'études, fabricants, distributeurs, associations et centres de recherche actifs en Région wallonne et à Bruxelles.

EDORA est une fédération sectorielle qui agit également comme un cluster d'entreprises actives dans les filières de l'énergie éolienne, de l'hydroélectricité, de la production à base de biomasse et de l'énergie solaire photovoltaïque.

Les principales activités d'EDORA sont :

- représentation du secteur auprès des instances politiques et économiques
- suivi politique, juridique et économique des filière E-SER
- organisation de groupes de travail sur des thèmes d'actualité
- organisation d'événements et de séminaires d'information
- envoi régulier de notes d'information sur le secteur
- réalisation d'études et suivi statistique du secteur
- représentation du secteur E-SER au niveau européen.

3. Projets pilotes soutenus par les Programmes européens

A. Les Fonds structurels

Plusieurs projets financés par les Fonds structurels de l'UE (FEDER) soutiennent des projets d'études et de faisabilité en vue de la production d'Electricité Verte :

Objectif I Phasing Out Hainaut - Appel 2003

- 5 projets éoliens
- 3 projets de cogénération

Objectif II Dinant-Philippeville – Appel 2004

- 1 projet éolien
- 1 projet Hydro

INTERREG

- Agricométhane : Développement du procédé de biométhanisation agricole dans 3 pays frontaliers (Belgique, Luxembourg, France).

B. Energie Intelligente pour l'Europe

Parmi les projets soutenus par la Commission européenne et la Région wallonne dans le cadre du programme Energie Intelligente pour l'Europe, on peut noter les projets suivants :

- ***Boosting Bioenergy in Europe-BOOSTING BIO*** dont le porteur de projet est Aebiom et qui consiste à accompagner le développement de la bioénergie en Europe notamment dans la cogénération et la production d'électricité,
- ***Green Lodges*** projet auquel participe l'ICEDD et qui a pour but de promouvoir l'utilisation des sources d'énergie renouvelables pour le chauffage et l'électricité dans des sites ruraux.

III. Régimes de soutien (art. 4)

1. Soutien à la R&D

A. Hydroélectricité

La turbine Oméga, une turbine hydroélectrique innovante pour basses chutes (2 à 6 m) et nécessitant un minimum de génie civil a été installée sur l'Ourthe, à Liège, en 2005. Ces turbines pourraient équiper tous les barrages régulant la navigation sur les fleuves et rivières, déjà équipés ou non de centrales hydroélectrique.

B. Bois-Energie

Depuis sa création, XYLOWATT poursuit un programme ambitieux de recherches en vue de développer et d'optimiser les technologies de gazéification. Ce programme se décline en trois axes :

- Gazéification du bois contaminé par des colles, vernis, peintures ou par des métaux lourds et des radioéléments.
- Extension de la gamme de puissance des groupes gazo-électrogènes vers de plus grandes tailles (de l'ordre de 1 MWe).
- Adaptation de la gazéification aux dernières technologies de conversion de gaz en électricité, telles que les piles à combustible ou les moteurs Stirling.

C. Eolien

En 2004, ATM PRO a pu valider Maestro Wind, un logiciel de détermination du potentiel de gisement éolien d'une zone déterminée. ATM-PRO propose de faire appel à des outils de modélisation, appelés « modèles météorologiques », qui permettent d'étudier les mouvements atmosphériques. Ces modèles sont adaptés aux échelles locales allant de quelques centaines de mètres à quelques kilomètres ou dizaines de kilomètres.

2. Soutien aux études

A. Dispositifs généraux dédiés aux secteurs

a. Secteur privé

- AMURE (AGW du 30 mai 2002).
- Bénéficiaires : personnes morales du secteur privé exerçant des activités agricoles, industrielles ou de services en Wallonie.
- Activités soutenues : audit énergétique en vue d'établir la pertinence d'un investissement ayant recours aux SER.
- Montant : 50% des coûts HTVA ; 75% pour les entreprises s'engageant dans un accord de branche.
- Critère : audit réalisé par un indépendant expert agréé par la Région wallonne.

b. Secteur public et assimilé

- UREBA (AGW du 10 avril 2003).
- Bénéficiaires : bâtiments des communes, des centres publics d'aide sociale (CPAS), des provinces et organismes non commerciaux.
- Activités soutenues : étude de pré-faisabilité d'un investissement SER.
- Montant : 50% du coût TVAC ; 10% de bonus pour les organismes pratiquant une politique active de gestion énergétique.

Critères :

- cahier de charges
- auditeur indépendant et expérimenté.

B. Dispositifs ciblés dédiés aux filières

a. Filière éolienne

- Subvention aux études de mesures de vent.
- Bénéficiaire : toute personne physique ou morale, publique ou privée.
- Activités soutenues : mesures de vent sur site, minimum 6 mois, maximum 12 mois.
- Montant : 50% du coût justifié avec un maximum de 5.000 €.
- Critère : réalisation par un organisme indépendant, disposant du matériel (mâts, anémomètres, logiciels,) et du personnel compétent.
- Résultats : au 30.09.2005, 49 subventions ont été accordées et 38 rapports remis à l'administration.

b. Filière biométhanisation

- Subvention aux études de faisabilité.
- Bénéficiaire : toute personne physique ou morale, publique ou privée, des secteurs de l'agriculture, de l'horticulture, de l'agro-industrie, de la gestion des eaux usées et stations d'épuration et du traitement des déchets organiques.
- Activités soutenues : étude de production et d'utilisation d'énergie à partir de matières organiques.
- Montant : 50% du coût justifié avec un maximum de 2.500 €.
- Critères :
 - avis de pertinence du Facilitateur
 - sur base d'un cahier des charges
 - réalisation par un organisme indépendant et expérimenté
- Résultats : au 30.09.2005, 10 subventions ont été accordées (dont deux via les Fonds structurels) et 7 rapports de faisabilité ont été remis à l'administration.

3. Bourses de Préactivité

Une bourse de préactivité est accordée à toute personne physique proposant un projet de création d'entreprise basée sur une idée originale. La bourse est au maximum de 12.394,68 Euros et couvre au plus 80% des dépenses admissibles.

Des bourses de préactivité ont été accordées à trois entreprises afin de leur permettre de lancer des activités de production de gazogène, de mini-cogénération et de panneaux solaires photovoltaïques.

4. Soutien aux investissements

A. Secteur privé

- Prime aux investissements SER (AGW du 16 septembre 1993).

- Bénéficiaires : personnes morales du secteur privé exerçant des activités agricoles, industrielles ou de services en Wallonie.
- Activités soutenues : investissements produisant ou utilisant de l'énergie à partir des SER (soleil, vent, eau, biomasse).
- Montants : 15% des coûts éligibles.
- Résultats à ce jour : 28 dossiers ont été analysés :

		<i>Total Projet</i>	<i>Primes</i>
- Biogaz :	7	8.977.164 €	1.339.691 €
- Eolien :	8	63.257.514 €	9.482.196 €
- Hydroélectricité:	13	2.414.476 €	362.252 €

En application de la norme « Encadrement des aides d'Etat pour la protection de l'environnement » (ref. 2001/C37/03) publiée le 3 février 2001, la Région wallonne a publié les textes suivants :

- Décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie (MB du 08.04.2004).
- AGW du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 (MB du 30.12.2004).

De ces textes, on retiendra, dans le cadre de cet article, les principales dispositions suivantes :

1° La définition de l'entreprise petite, moyenne et grande ;

2° L'éligibilité des entreprises : codes NACE-BEL.

3° Le taux de subvention : il peut aller jusqu'à 40% de l'investissement admis, mais en tenant compte des éléments suivants :

- Montant appliqué sur le surcoût par rapport à une installation de production d'énergie de même capacité de production.
- Déduction des économies de coûts engendrées pendant les 5 premières années de vie de l'investissement.
- Déduction des productions accessoires additionnelles pendant cette même période.
- Le seuil minimum d'investissement est fixé à 25.000 €.

Une circulaire explicative est actuellement en cours de signature par le gouvernement wallon.

Autre

La société Droben a également reçu un soutien à l'investissement afin de pouvoir lancer sa ligne de montage de panneaux solaires photovoltaïques.

B. Secteur public et assimilé

- UREBA (cfr. ci-dessus).
- Activités soutenues : investissement SER nécessaires aux besoins du bâtiment pour construction neuve ou à rénover.
- Montant : 30% TVAC ; bonus de 10% pour une politique active de gestion énergétique.

5. Soutien à la production

A l'horizon 2010, le potentiel d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables en Région wallonne est évalué à 8%. La réalisation de ces estimations requiert néanmoins d'importantes mesures de promotion. Le bénéfice environnemental de ces filières est unanimement reconnu. Toutefois, le coût de production de l'électricité verte est un frein non négligeable à son développement.

Afin de rencontrer les objectifs de réduction de gaz à effet de serre fixés à Kyoto et promouvoir l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité ainsi que le prévoit la directive du 27 septembre 2001, le Gouvernement wallon a mis en place un **mécanisme de certificat vert** (art. 37 et suivant du décret du 12 avril 2002 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte) et un **mécanisme d'aide à la production** (art. 40 du décret susmentionné et arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'aide à la production).

A. Certificats verts¹

a. Principe

Les certificats verts sont basé sur la notion d'**électricité verte**. Pour que l'électricité soit considérée comme "électricité verte" :

- elle doit être produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de systèmes de cogénération de qualité ;
- l'ensemble de la filière de production (préparation du combustible et combustion éventuelle lors de la production d'électricité) doit permettre de réduire de 10% au moins les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) par rapport aux émissions résultant d'une filière de production de référence produisant le même nombre de KWh (pour la cogénération de qualité, on tient compte de la chaleur produite).

L'électricité verte est donc une notion à la fois plus large (puisqu'elle inclut la cogénération de qualité) **et plus étroite que l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables** (puisque les installations fonctionnant en tout ou en partie, à partir de sources d'énergie renouvelables mais ne permettant pas une économie de CO₂ ne sont pas considérées comme produisant de l'électricité verte (ex. les incinérateurs).

¹ Une information détaillée sur le mécanisme des certificats verts est disponible sur le site de la CWaPE : <http://www.cwape.be/xml/themes.xml?IDC=781>

b. Attribution des certificats verts

La CWaPE attribue des certificats verts aux producteurs d'électricité verte pour les installations disposant d'un **certificat de garantie d'origine** octroyé par un organe de contrôle agréé.

Les certificats verts sont attribués sur base de la production d'électricité verte et du taux d'économie CO₂ réalisé par la filière de production utilisée. Un certificat vert est attribué pour une économie de 456 kg de CO₂, ce qui correspond à l'émission de CO₂ d'une centrale électrique de référence qui produit 1 MWh. La CWaPE (régulateur wallon) publie annuellement les émissions de CO₂ des installations de références.

c. Quotas de certificats verts

Les fournisseurs d'électricité et gestionnaires de réseaux acquièrent, moyennant paiement, les certificats verts auprès des producteurs d'électricité verte. Trimestriellement, les fournisseurs doivent fournir à la CWaPE un certain quota de certificats verts en fonction des ventes d'électricité qu'ils réalisent en Région wallonne. Exemple: lorsque le quota est de 5%, un fournisseur qui vend 100 MWh à des clients finals doit fournir 5 certificats verts à la CWaPE.

Ces quotas ont été fixés comme suit:

- 3% en 2003;
- 4% en 2004;
- 5% en 2005;
- 6% en 2006;
- 7% en 2007

Dans certaines conditions, le fournisseur de gros consommateurs se voit réduire les quotas pour la fourniture à ces clients. La réduction est possible si

1. le client final a signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer son efficacité énergétique à court, moyen et long terme;
2. au cours du trimestre considéré, la consommation du client final est supérieure à 5 GWh, par siège d'exploitation correspondant à une unité technique ou industrielle dont l'étendue géographique ne peut dépasser les limites d'une province.

Pour chaque client final, la réduction du nombre de certificats verts correspond à une diminution du quota de :

- 1° 1/4 du quota, pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité comprise entre 5 et 25 GWh inclus;
- 2° Z, pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité supérieure à 25 GWh, avec $Z = \text{quota} - 2$.

Le Gouvernement va prochainement se prononcer sur les quotas requis pour les années postérieures à 2007. La CWaPE a rendu un avis sur les différents scénarios possible en matière de quotas, celui-ci est disponible sur leur site (www.cwape.be).

d. Sanctions en cas de non-respect des quotas

Chaque trimestre, la CWaPE contrôle le respect des quotas par les fournisseurs et gestionnaires de réseaux. En cas de non-respect des quotas imposés, le fournisseur ou gestionnaire de réseau en défaut doit payer une amende administrative pour le trimestre envisagé. Le produit de celle-ci alimente le fonds Energie qui finance la CWaPE, des mesures URE, des mesures sociales et l'aide à la production. Le montant de l'amende est de 100 euros par certificat manquant.

e. certificats verts extérieurs à la Région wallonne

Pour les certificats verts octroyés à l'électricité verte produite dans les autres régions de la Belgique ou en Mer du Nord, ces certificats pourront ultérieurement, après reconnaissance mutuelle, être comptabilisés dans le quota imposé aux gestionnaires de réseaux et aux fournisseurs.

Pour les certificats verts octroyés à l'électricité verte produite en dehors de la Belgique, le Gouvernement wallon déterminera les conditions d'acceptation de ces certificats, sur base du principe de reconnaissance mutuelle.

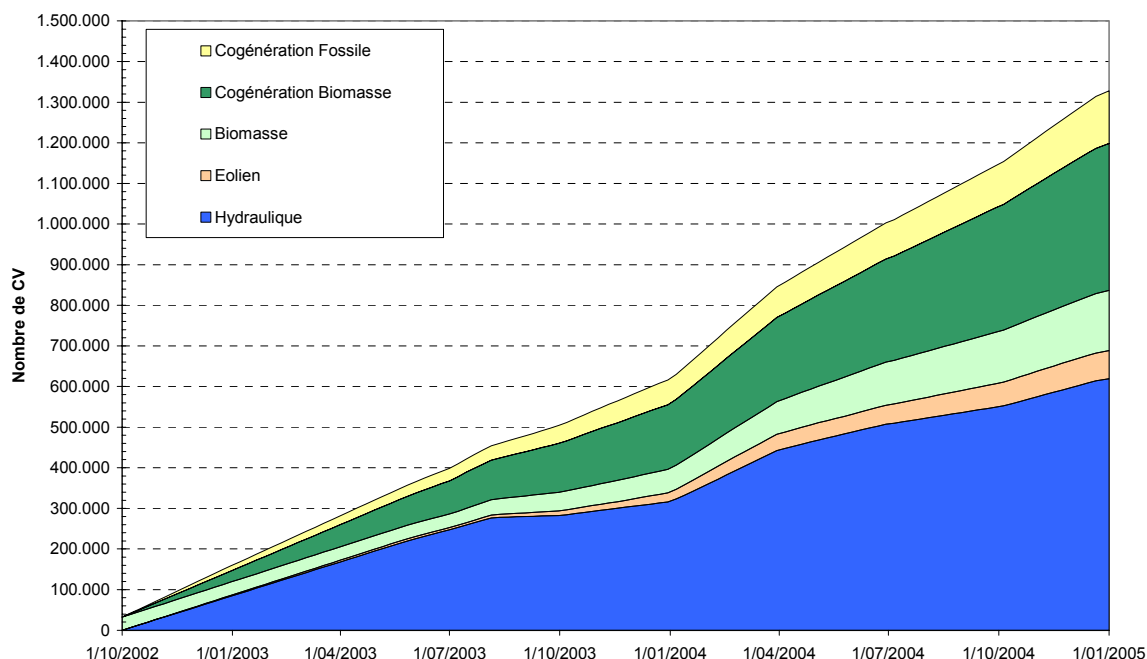
f. Etat du marché des certificats verts²

Quantité d'électricité verte produite et économie de CO2

Période (1)	Tonnes de CO₂ évitées (2)	Nombre de MWh verts produits (3)	% d'électricité verte (4)
Année 2003	279.684	751.723	3,2%
Année 2004	327089	875.102	3,7%
1 ^{er} trimestre 2005	101.328	230.610	3,6%
2 ^e trimestre 2005	77.125	221.438	4,0%
3 ^e trimestre 2005	63.527	175.768	3,4%
Total au 3^{ème} trimestre	848.753	2.254.641	/

Ces chiffres reprennent l'électricité verte issues des sources d'énergie renouvelable et des installations de cogénération de qualité

² En annexe, on trouvera le Rapport annuel 2004 sur les Certificats Verts publiés par la CWaPE.



Nombre de certificats verts octroyés

Prix moyen du marché des certificats verts

Sur base des informations dont elle a connaissance, la CWaPE publie régulièrement le prix moyen de transaction d'un certificat vert en Région wallonne.

Actuellement, la CWaPE est informée des prix de la plupart des transactions réalisées dans des conditions commerciales classiques.

Période (1)	Transactions dont le prix est connu (2)
	Prix moyen par CV
Année 2003	84,38 €
Année 2004	91,72 €
Année 2005 (en cours)	92,17 €

(1) C'est la date à laquelle la transaction a eu lieu qui est prise en compte

(2) Le prix est transmis confidentiellement à la CWaPE qui ne publie que des valeurs moyennes trimestrielles.

Depuis l'introduction du marché des certificats verts à l'automne 2002, la production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelable a fortement augmenté et le nombre d'installation s'est largement accru grâce au marché des certificats verts.

Actuellement une centaine de sites de production d'électricité verte (60 en 2003) bénéficient de certificats de garantie d'origine leur donnant droit à des certificats verts (80 si on ne tient compte que des sites de production d'électricité verte fonctionnant à partir de sources d'énergie renouvelable, à l'exclusion des installations de cogénération ne fonctionnant pas à partir de sources d'énergie renouvelables). Ceux-ci totalisent une puissance d'environ 410 MWe (285 MWe si on ne tient compte que des sites fonctionnant à partir de sources d'énergie renouvelable, à l'exclusion des installations de cogénération ne fonctionnant pas à partir de sources d'énergie renouvelables).

B. Aide à la production

Pour les installations mises en services après le 1^{er} juillet 2003, les producteurs d'électricité verte en Région wallonne peuvent également bénéficier d'un mécanisme d'aide à la production. Il s'agit d'un subside obtenu en échange des certificats verts. A côté du prix du marché, les producteurs d'électricité verte en Région wallonne se voient garantir un certain montant qui leur permet de prendre en charge les surcoûts liés à la production d'électricité verte.

L'aide à la production est octroyée par le ministre, suite à la conclusion d'une convention avec le producteur, en échange des certificats verts. Le montant de l'aide est en principe de 65 € par certificat vert. L'aide à la production peut être accordée pour la durée de l'amortissement de l'installation avec un maximum de 10 ans.

Le régime d'aide à la production n'est pas cumulable avec le mécanisme des certificats verts. Chaque trimestre, le producteur qui a conclu une convention relative à l'aide à la production peut, soit vendre ses certificats verts sur le marché des certificats verts, soit les échanger auprès de l'administration pour bénéficier de l'aide à la production.

IV. Garantie d'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (art. 5 de la directive 2001/77/CE)

La notion de «label de garantie d'origine» est distincte de la notion de «certificat de garantie d'origine». Ces deux notions sont visées à l'article 42 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, mais leur portée diffère.

1. Certificat de garantie d'origine

La procédure d'octroi des certificats verts en Région wallonne, telle qu'elle est décrite par l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 (voir plus haut le chapitre «mesures de soutien») comprend un régime de garantie d'origine de l'électricité verte (art. 6 et suivant de l'arrêté du 4 juillet 2002).

En effet, les certificats verts ne sont octroyés pour la production d'électricité verte que si un certificat de garantie d'origine a été délivré à l'unité de production par un organisme de contrôle agréé.

Le certificat de garantie d'origine atteste que l'électricité effectivement produite est de l'électricité verte, que la quantité produite est calculée selon les normes de mesures en vigueur, et que la quantité produite est compatible avec l'unité de production en question.

Le certificat de garantie d'origine mentionne :

1. les coordonnées du producteur vert;
2. la/les sources d'énergie à partir de laquelle/lesquelles l'électricité a été produite;
3. la technologie de production;
4. la puissance nette développable de l'unité de production;
5. la technologie pour comptabiliser la production d'électricité et, le cas échéant, de chaleur, ainsi que la précision des points de comptage;
6. les émissions de CO₂ de la filière de production en régime normal de production;
7. la date de mise en service de l'unité de production;
8. le site de production;

9. le cas échéant, les aides et subsides octroyés pour la construction ou le fonctionnement de l'unité de production.

Toute demande de certificat de garantie d'origine est adressée à un organisme de contrôle agréé. Pour être agréé, un organisme doit satisfaire à diverses conditions :

- 1° disposer de la personnalité juridique et être indépendant des producteurs, intermédiaires et fournisseurs d'électricité;
- 2° satisfaire sur base des critères de la norme NBN EN-45004 pour les activités concernées, conformément au système d'accréditation mis en place en exécution de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais ou par un système d'accréditation équivalent établi dans un Etat membre de l'Espace économique européen;
- 3° satisfaire aux critères d'indépendance de type C tels que définis dans les critères généraux BELTEST pour la mise en oeuvre de la norme NBN EN-45004;
- 4° s'engager à transmettre au Ministre et à la CWaPE les rapports réalisés suite aux visites des unités de production d'électricité verte relatives au certificat de garantie d'origine.

La demande d'agrément est introduite auprès du Ministre ou de son délégué, accompagnée des pièces justificatives y afférentes. Celui-ci accorde ou refuse l'agrément après avis de la CWaPE.

L'agrément est délivré pour une période de trois ans renouvelable. Pendant cette période, l'organisme de contrôle peut, à tout moment, être contrôlé sur initiative du Ministre ou de la CWaPE aux fins de vérifier le respect des conditions d'agrément.

Le retrait d'agrément peut être décidé par le Ministre lorsque l'organisme de contrôle ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou lorsque des erreurs répétées sont constatées dans l'exercice de ses missions.

2. Label de garantie d'origine

Le « label de garantie d'origine » accompagne l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité et mentionne la source d'énergie à l'origine de la production, les quantités produites, ainsi que les date et lieu de production.

Tandis que le « certificat de garantie d'origine » atteste que l'électricité produite est de l'électricité verte, que la quantité produite est calculée selon les normes de mesures en vigueur, et que la quantité produite est compatible avec l'unité de production en question, c'est un préalable à l'octroi des certificats verts.

Un projet d'arrêté du Gouvernement wallon est en cours de rédaction afin de préciser les modalités de délivrance et de transmission des labels de garanties d'origine.

V. Procédures administratives (art. 6).

1. Remarques préliminaires

Les procédures administratives, pourtant indispensables dans nos sociétés modernes et organisées, sont souvent considérées comme des contraintes, des obstacles, voire des butoirs par les organismes et personnes désireuses d'agir et d'investir.

En l'occurrence, l'administration wallonne veille à aider les porteurs de projets dans leurs démarches :

- sensibilisation des autorités,
- information complète, exacte et précise, régulièrement actualisées sur les procédures,
- accompagnement éventuel,
- fourniture de documents types en cas de nécessité (contrats par exemple).

2. Principales mesures d'accompagnement

A. Les Facilitateurs

Il s'agit d'organismes indépendants de la Région, mais mandatés par elle dans le cadre de missions définies et régulièrement contrôlées et évaluées.

Les principales missions à exécuter sont l'information des acteurs potentiels, l'élaboration ou la participation à la publication de divers ouvrages d'information, et un appui à l'Administration afin d'identifier les problèmes et obstacles rencontrés, proposer des solutions, organiser des concertations, apporter une expertise sur divers points réglementaires et juridiques et organiser le suivi de la filière.

a. *Facilitateur éolien*

Mission confiée à l'APERe, Annabelle Jacquet et Jade Charouk

- Rédaction et actualisation du Vade-Mecum Eolien
- Publication d'une étude comparative sur la situation administrative et réglementaire de l'éolien dans 5 pays de l'U.E.

b. *Facilitateur Biométhanisation*

Mission confiée à la Sprl IRCO, Mr. Ph Hermand

Sur base des demandes adressées au Facilitateur par des candidats porteurs de projets, un avis de pertinence est donné à l'Administration pour le cofinancement d'une étude de faisabilité

- Appui à la création d'un groupement des opérateurs de la filière biométhanisation le Club Méth.

c. *Facilitateur Hydroélectricité*

Mission confiée à l'APERe, Mr. J.J. t'Serstevens.

- Gestion et actualisation de l'inventaire des sites hydroénergétiques
- Participation aux réunions des Comités des « contrats de rivières », organismes interdisciplinaires chargés de résoudre au mieux les divergences et conflits d'intérêt entre les usagers ; par exemple : élimination des déchets flottants, droit d'eau, vie aquatique, circulation des poissons, ...

- Conseils de préfaisabilité technique sur la réhabilitation de micro-centrales
- Appui et redynamisation de l'association des autoproducteurs ABELPHA.

d. Facilitateur Biocarburants

Mission confiée à ValBiom, Jean-Marc Jossart.

Celui-ci intervient notamment pour des missions relatives à des petites cogénération à partir d'huile.

e. Facilitateur COGEN

Mission confiée à l'ICEDD, Ismaël Daoud.

Il intervient notamment dans les avis de pertinence rendu pour les projets COGEN Biomasse.

B. Cartographie

Une « *cartographie du champ de contraintes paysagères et environnementales comme base de détermination des zones d'exclusion à la transcription au plan de secteur de la politique des éoliennes à l'échelle de l'ensemble du territoire wallon* » a été réalisée par l'équipe du Professeurs Feltz.

Cette carte a défini des zones de sensibilité. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision pour l'autorité politique sans valeur contraignante.

VI. Questions relatives au réseau (Art. 7 de la directive 2001/77/CE).

En ce qui concerne la compétence régionale en matière de réseaux de distribution et de transport local, il convient de relever les éléments suivants en tant qu'éléments de transposition de l'article 7 de la directive 2001/77/CE.

Dans le cadre tracé par le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les questions relatives au réseau concernant les énergies renouvelables sont abordées dans le cadre de la gestion des réseaux (art. 11 et suivants du décret). L'article 13 de ce décret prévoit notamment qu'en concertation avec les gestionnaires de réseaux, la CWaPE (régulateur wallon) établit un règlement technique unique pour la gestion et l'accès aux réseaux de distribution et un règlement technique pour la gestion et l'accès au réseau de transport local. Le règlement technique est approuvé par le Gouvernement wallon et publié au *Moniteur belge*. Il définit notamment la priorité à donner aux installations de production d'électricité verte ainsi qu'à l'électricité produite à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels.

Les règlements techniques relatifs aux réseaux de distribution et au réseau de transport local ont été approuvés par arrêtés du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003.

A différentes reprises dans le règlement (demandes de raccordement, études d'orientation...), le principe est posé que le gestionnaire du réseau de distribution/de transport local accorde, dans la mesure du possible et compte tenu de la sécurité

d'approvisionnement nécessaire, une priorité aux demandes de raccordement relatives à des installations de cogénération de qualité et à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelable. Les prescriptions techniques pour le raccordement des unités de production d'électricité verte sont également clairement précisées et les normes auxquelles il est fait référence sont spécifiées.

En outre, l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché régional de l'électricité impose qu'en cas de demande de raccordement d'installations de production mutuellement exclusives, notamment pour des raisons de limitations de puissance, le gestionnaire du réseau accorde la priorité aux installations de production d'électricité verte.

Ce même arrêté spécifie également qu'aux fins de rencontrer sa consommation propre hors compensation des pertes en réseau ou, le cas échéant, de fournir les clients protégés ou les clients captifs qui sont connectés à son réseau, le gestionnaire du réseau est tenu d'acheter, au prix du marché, la production excédentaire des producteurs d'électricité verte connectés à son réseau. Le prix du marché est adapté en fonction du caractère aléatoire de la production et des engagements pris en matière d'équilibre.

Au sujet des mesures liées à l'éligibilité, nous noterons que :

- parmi les catégories de clients qui sont immédiatement déclarés « clients éligibles » figurent les clients finals qui se fournissent exclusivement auprès de fournisseurs verts (à savoir les fournisseurs qui achètent au moins 50% de l'électricité vendue en Région wallonne auprès de producteurs d'électricité verte située en Région wallonne).
- les clients finals qui produisent de l'électricité verte sont éligibles pour l'achat de l'électricité d'appoint et de secours, pour autant que la quantité d'électricité d'appoint et de secours ne dépasse pas la quantité d'électricité produite par leurs installations.

Important notice: this part of the report has been submitted in Flemish, which is the sole authentic version. Translation into the French language is being provided for information purposes only. The European Commission does not guarantee the accuracy of the data or information provided in the translation, nor does it accept responsibility for any use made thereof.

Rapport de la Région flamande

I. Résumé succinct de la directive

Les États membres doivent prendre des mesures en vue de promouvoir la consommation d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (SER) de manière à ce qu'en 2010 dans l'ensemble de l'UE 22% de la consommation d'électricité proviennent de sources d'énergie renouvelables, par rapport à 13,9% en 1997.

Pour la Belgique, l'objectif est de 6%, par rapport à 1,1% en 1997. Les objectifs sont indicatifs.

Les sources d'énergie renouvelables qui peuvent être utilisées sont largement définies à l'article 2 de la directive. Il s'agit des sources d'énergie renouvelables non fossiles (énergie éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice, marémotrice et hydroélectrique, biomasse, gaz de décharge, gaz des stations d'épuration d'eaux usées et biogaz). La biomasse est à son tour définie comme la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture (comprenant les substances végétales et animales), de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et municipaux.

Il appartient aux États membres de décider quelle sorte de mesures de soutien doivent être prises afin d'atteindre ces objectifs. Ces mesures de soutien doivent être approuvées par la Commission dans le cadre des règles en matière d'aides d'État.

Quatre ans au plus tard après l'entrée en vigueur de la directive, la Commission peut faire des propositions en vue d'harmoniser les mesures de soutien. En cas d'harmonisation, les mesures de soutien nationales peuvent être maintenues pendant une période de transition de 7 ans au moins afin de conserver la confiance des investisseurs.

La directive contient d'autres mesures ayant trait :

- aux systèmes de garantie de l'origine ;
- à l'élimination des obstacles réglementaires et administratifs à l'augmentation de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables ;
- à la garantie de la transmission et de la distribution d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

La directive impose aux États membres et à la Commission plusieurs obligations en ce qui concerne les rapports.

Pour le 27 octobre 2003 au plus tard, les mesures légales et administratives requises pour l'application de la directive doivent entrer en vigueur dans les États membres. Mais, dès le 27 octobre 2002, les États membres devaient avoir fixé et publié pour les dix années à venir les objectifs indicatifs nationaux pour la consommation interne future d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

II. Aperçu des obligations qui découlent des obligations de la directive

1. Fixation des objectifs chiffrés de la Belgique dans les rapports quinquennaux (article 3, paragraphe 2)

Pour le 27 octobre 2002 au plus tard, puis tous les ans, les États membres doivent publier un rapport dans lequel sont fixés des objectifs nationaux en matière de consommation d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables pour les dix années à venir. Dans le rapport doit aussi figurer un aperçu des mesures qui sont prises ou prévues pour atteindre les objectifs. Les objectifs doivent tenir compte de l'objectif de 6% figurant en annexe et être compatibles avec les engagements nationaux qui ont été pris dans le cadre du Protocole de Kyoto.

La Région flamande renvoie à cet égard au rapport sur cette question communiqué par l'autorité fédérale en 2002 en application de l'article 3.

Par le décret du 20 décembre 2002 portant orientation du budget 2003, l'objectif flamand a été adapté. Le gouvernement flamand se fixe maintenant pour objectif de porter à 6% d'ici à 2010 la part de son approvisionnement en électricité provenant de sources d'énergie renouvelables (précédemment : 5% de l'approvisionnement en électricité en 2010).

2. Rapports bisannuels sur la concrétisation des objectifs (article 3, paragraphe 3)

Les États membres indiquent dans un rapport, la première fois pour le 27 octobre 2003 au plus tard et ensuite tous les deux ans, dans quelle mesure les objectifs ont été concrétisés, en tenant compte des facteurs climatiques pertinents, et quelle contribution a été faite aux engagements nationaux dans le domaine du changement climatique.

Les objectifs politiques flamands en matière de sources d'énergie renouvelables sont une part de 6% d'électricité verte dans les livraisons de distribution et de transmission d'électricité d'ici à 2010 et une concrétisation maximale des possibilités réalisables en matière de chaleur produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

À partir du 1er juillet 2003, le marché flamand de l'électricité sera totalement libéralisé, et chacun pourra choisir son fournisseur d'électricité. La surveillance de ce marché libéralisé incombera à la Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt, ou VREG (régulateur flamand des marchés du gaz et de l'électricité).

Afin d'encourager aussi sur ce marché libéralisé la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, la politique de promotion des sources d'énergie renouvelables a été complétée à partir du 1^{er} janvier 2002 par un système de certificats verts (chapitre VII du décret « électricité » du 17 juillet 2000).

La base réglementaire de ce système de certificats verts est établie par l'arrêté pris par le gouvernement flamand du 28 septembre 2001 relatif à la promotion de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (remplacé par l'arrêt du gouvernement flamand du 5 mars 2004 relatif à la promotion de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables).

À partir du 1^{er} janvier 2002, chaque fournisseur d'électricité sera tenu de d'accroître le pourcentage d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables dans son approvisionnement. Ce pourcentage devrait être de 6% en 2010.

Un fournisseur peut prouver qu'il s'acquitte de ses obligations en présentant un nombre suffisant de certificats verts à la VREG. Ces certificats sont accordés aux producteurs d'électricité recourant à des sources d'énergie renouvelables, par 1.000 kilowatts-heure. Les producteurs peuvent alors revendre leurs certificats verts aux fournisseurs. Par le décret du 7 mai 2004, les livraisons d'électricité aux gros consommateurs d'électricité sont dispensées de l'obligation de certificat pour 25% de la tranche comprise entre 20 et 100 GWh et pour 50% pour la tranche au-delà de 100 GWh.

Si le fournisseur ne peut présenter un nombre suffisant de certificats, une amende administrative lui est appliquée. Le montant de l'amende administrative est de 75 euros par certificat manquant en 2002, 100 euros en 2003, et 125 euros par certificat d'électricité verte manquant à partir de 2004.

Au même titre que le rapport entre l'offre et la demande de certificats verts, l'amende administrative détermine la valeur marchande des certificats verts.

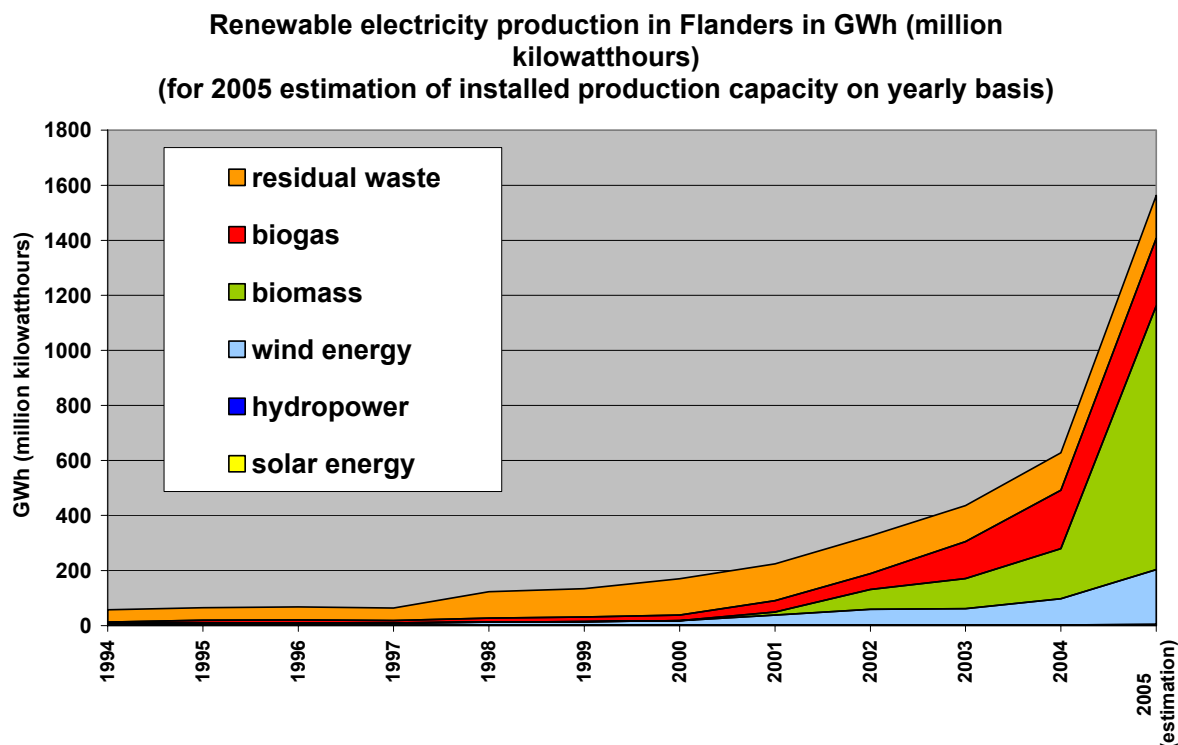
Les amendes administratives sont versées dans un fonds destiné à promouvoir les sources d'énergie renouvelables. Les ressources de ce fonds seront utilisées par le gouvernement flamand pour continuer à soutenir le recours aux source d'énergie renouvelables en Flandre.

La Flandre ne dispose pas de chiffres précis concernant la consommation d'électricité en fonction des sources d'énergie. On suppose que la consommation correspond dans une large mesure à la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.

La capacité de production d'électricité verte se chiffre en décembre 2005 dans la région flamande à 454 mégawatts et correspond à une production d'environ 1.600 GWh annuellement, soit quelque 2,8 % du montant total brut des livraisons intérieures (57.000 GWh en 2004).

La production d'électricité verte en Flandre correspond à la consommation domestique annuelle moyenne d'environ 1.000.000 de ménages.

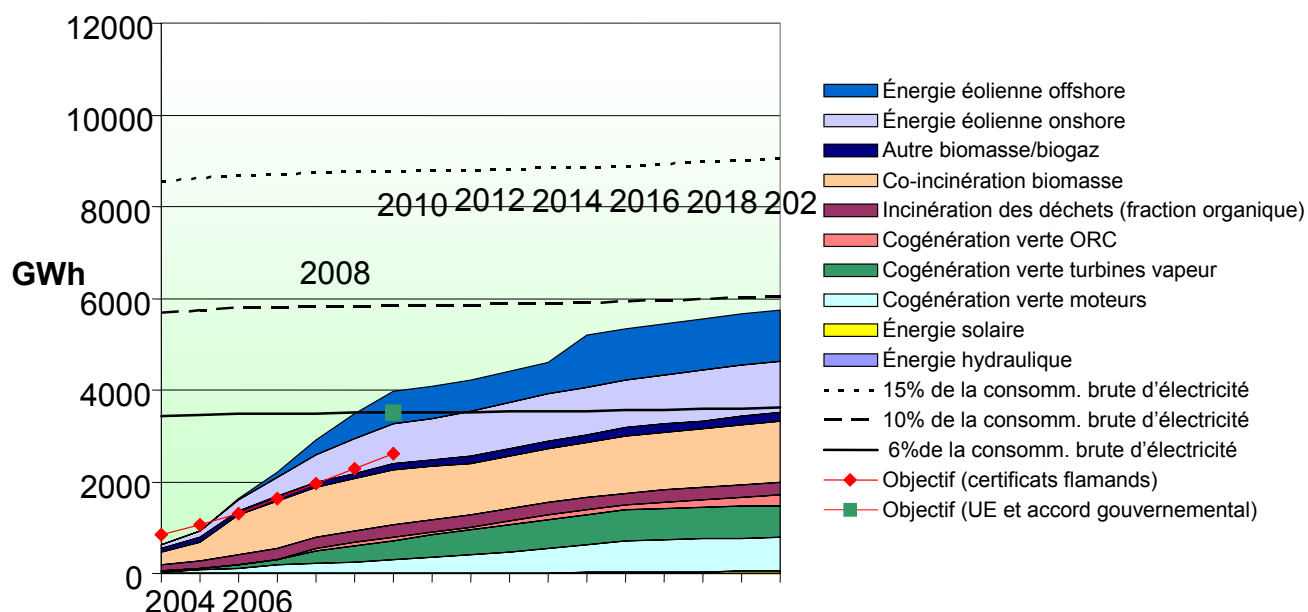
Pendant les mois de janvier 2005 à octobre 2005 inclus, 708 GWh d'électricité verte ont été produits en Région flamande.



Du fait de l'annonce et de l'entrée en vigueur du système de certificats verts, la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables a fortement augmenté ces dernières années.

GWh	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 estimation
énergie solaire	0	0	0	0	0	0,032	0,083	0,161	0,248	0,423	0,638	1,09
énergie hydro-électrique	1,6	2	2,1	1,6	1,69	1,29	2,22	3,03	2,71	1,86	1,93	3,40
énergie éolienne	9	8,6	7,9	7,9	10,8	12,7	15,5	34,7	56,3	58,9	95,0	198,81
biomasse	0	0	0	0	0	0	0	11,3	71,6	110,0	182,0	958,36
biogaz	2,1	8,6	11	8,9	14,7	17,3	20,6	41,6	58,2	133,9	212,1	245,29
déchets résiduels	45,1	46,3	47,2	45,5	95,9	102,5	132,02	133,6	137,1	131,3	136,2	156,42
TOTAL	58	66	68	64	123	134	170	224	326	436	628	1563

Selon une étude très récente du Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (Institut flamand d'études technologiques), on peut également escompter sur base de la politique actuelle une forte augmentation dans les années à venir de la production d'électricité verte, de telle sorte que l'objectif indicatif fixé dans la directive (6% pour la Belgique) sera atteint en Région flamande (voir graphique).



3. Les mesures de soutien nationales (article 4)

Des mesures de soutien nationales propres à stimuler la consommation d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables conformément aux objectifs doivent entrer en vigueur pour le 27 octobre 2003 au plus tard.

Il est laissé à la discrétion des États membres de déterminer quelle sorte de mesures de soutien doivent être mis en œuvre pour atteindre les objectifs en matière de SER. Ces mesures de soutien doivent cependant être approuvées par la Commission en ce qui concerne les règles en matière d'aides d'État.

Quatre ans au moins après l'entrée en vigueur de la directive, la Commission peut proposer d'harmoniser les mesures de soutien. En cas d'harmonisation, les mesures de soutien nationales pourront être maintenues pendant une période de transition de 7 ans au moins afin de conserver la confiance des investisseurs.

La combinaison des politiques à mettre en œuvre pour soutenir le recours aux sources d'énergie renouvelables comprend les éléments suivants :

- le système de certificats verts,
- le soutien aux investissements sous forme d'aides écologiques.

Le système de certificats verts n'est pas une mesure de soutien au sens de la Commission européenne, parce que ce système n'accorde pas d'avantages qui vont de pair, directement ou indirectement, avec le transfert de ressources publiques.

Le soutien aux investissements est accordé dans le cadre de l'application des dispositions de l'encadrement communautaire des aides d'État en faveur de l'environnement.

Les entreprises peuvent obtenir, pour réaliser des investissements dans les sources d'énergie renouvelables, des subsides directs (aides écologiques). Ces aides écologiques représentent 35% pour les petites entreprises et 25% pour les moyennes et grandes entreprises.

Les aides écologiques sont calculées sur base du surcoût par rapport à une installation traditionnelle de production d'électricité.

	Surcoût en % de l'investissement total	Soutien aux investissements en % de l'investissement total	
		PME	Grandes entreprises
Production de chaleur par combustion, gazéification, pyrolyse ou fermentation de biomasse	80%	28	20
Production combinée chaleur-électricité à partir de biomasse	40%	14	10
Production de chaleur à partir de bio-huile	80%	28	20
production combinée chaleur-électricité à partir de bio-huile	40%	14	10
Stockage du froid et de la chaleur	80%	28	20
Énergie hydraulique < 10 MW	70%	24,5	17,5
Énergie solaire thermique	60%	21	15
Énergie solaire photovoltaïque	70%	24,5	17,5
Énergie éolienne			
< 0,5 MW	30%	10,5	7,5
0,5 à 1,5 MW	20%	7	5
> 1,5 MW	10%	3,5	2,5

4. Garantie d'origine (article 5)

Pour le 27 octobre 2003 au plus tard, les États membres veillent à ce que l'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables puisse être garantie selon des critères objectifs, transparents et non discriminatoires.

Une garantie d'origine doit pouvoir être fournie sur demande. Les producteurs d'électricité recourant à des sources d'énergie renouvelables doivent être en mesure de prouver que l'électricité qu'ils vendent provient bel et bien de sources d'énergie renouvelables.

Les garanties d'origine doivent pouvoir être fournies pour des sources d'énergie renouvelables selon la définition de la directive, qui est une définition plus large que la définition de la Flandre en ce qui concerne les certificats verts.

Les États membres peuvent désigner une ou plusieurs instances compétentes, indépendantes des entreprises de production et de distribution, pour assurer la supervision de la remise des garanties d'origine.

Les garanties d'origine indiquent :

- la source d'énergie,
- le lieu de production,
- la date de production,
- pour les centrales hydro-électriques : la puissance.

Les certificats verts doivent être reconnus par les États membres mutuellement comme preuves de l'origine de l'électricité. Le refus doit se fonder sur des critères objectifs, transparents et non discriminatoires, notamment pour cause de prévention des fraudes.

Dans le rapport bisannuel devant être publié pour la première fois pour le 27 octobre 2003 au plus tard, les États membres indiquent quelles mesures ils ont pris pour garantir la fiabilité du système de garantie.

Le 8 juillet 2005, le gouvernement flamand a marqué son accord final pour le projet d'arrêté portant modification de la décision du gouvernement flamand du 5 mars 2004 concernant la promotion de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.

Cette décision prévoit, entre autres choses, l'introduction d'un système de garanties d'origine selon lequel le statut de garantie d'origine est affiché dans la banque centrale de données pour chaque certificat vert.

Ce statut est déclaré « non utilisé » lors de la création d'un certificat vert.

Le statut est déclaré « utilisé » si l'électricité couverte par la garantie d'origine est consommée sur place, livrée à un client final ou exportée à l'étranger.

Lorsqu'un fournisseur livre de l'électricité à client final, il doit déclarer comme « utilisées », pour une quantité correspondante d'électricité, des garanties d'origine de certificats verts dont il est détenteur. À côté de la mention « utilisé », le fournisseur doit indiquer le numéro de client du client final à qui il a vendu l'électricité en question.

De cette manière, le client final peut vérifier si son fournisseur lui a livré effectivement de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

La décision prévoit également qu'il faut, sur base des garanties d'origine présentées à la VREG, mentionner sur chaque facture quelle part de l'électricité fournie provient de sources d'énergie renouvelables.

Le système de garanties d'origine constitue une incitation forte pour les clients finaux d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Ils peuvent non seulement vérifier de façon simple si leur fournisseur leur a bel et bien fourni de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Ils devraient aussi

pouvoir leur demander explicitement de fournir, par exemple, de l'électricité produite à partir d'une installation de production ou d'une source d'énergie bien précise.

Pour satisfaire à l'obligation faite par la directive 2001/77/CE en ce qui concerne la garantie d'origine, des certificats verts seront attribués pour toutes les sources d'énergie renouvelables indiquées dans la directive.

5. Procédures administratives (article 6)

Les États membres doivent évaluer le cadre réglementaire qui est d'application pour les sources d'énergie renouvelables afin d'accélérer et simplifier les procédures de délivrance et autres et d'éliminer les entraves au recours aux sources d'énergie renouvelables pour la production d'électricité. Le cadre réglementaire doit être objectif, transparent et non discriminatoire et il doit tenir compte du caractère propre des diverses techniques d'utilisation des sources d'énergie renouvelables.

Les États membres publient pour le 27 octobre 2003 au plus tard un rapport sur cette évaluation du cadre réglementaire et sur les mesures qui ont éventuellement été prises. Le rapport contient un aperçu de la situation, notamment en ce qui concerne :

- la coordination entre les différentes administrations qui traitent les demandes d'autorisation;
- l'élaboration d'éventuelles lignes directrices pour le traitement des demandes d'autorisations et la faisabilité d'une procédure accélérée de planification pour les producteurs d'électricité recourant à des sources d'énergie renouvelables;
- la désignation des autorités qui interviennent comme médiateurs dans les litiges entre les autorités qui sont chargées de délivrer les autorisations et les requérants.

A. Situation en ce qui concerne la coordination entre les différentes administrations qui traitent les demandes d'autorisation.

L'exploitation du potentiel de l'énergie éolienne peut apporter en Flandre une contribution visible à la réalisation des objectifs politiques fixés. Comme l'installation de turbines éoliennes nécessite de prendre en considération des aspects sociaux tels que l'intégration dans le paysage, la sécurité et la préservation de la nature, les pouvoirs publics flamands ont donné la priorité à la coordination entre les différentes administrations qui s'occupent de la délivrance d'autorisations pour l'installation de turbines éoliennes.

Il n'entre cependant pas dans les intentions des pouvoirs publics flamands de provoquer une implantation sauvage et incontrôlée de turbines éoliennes en Flandre. Pour l'introduction des turbines éoliennes, le but est de suivre une approche coordonnée se fondant sur des critères d'ordre spatial et d'autres contraintes écologiques et économiques.

Le gouvernement flamand a arrêté le cadre pour l'installation de turbines éoliennes en Flandre dans une circulaire datée du 17 juillet 2000 et intitulée « Cadre d'évaluation et conditions essentielles pour l'installation de turbines éoliennes ».

Cette circulaire donne, à l'intention des administrations et autorités concernées, une série de critères d'évaluation et de règles d'éloignement qu'il faut appliquer pour apprécier les lieux d'implantation des turbines éoliennes. Les critères d'évaluation ont trait notamment au manque d'espace, au paysage, à la nature (faune aviaire) et au bruit.

Le promoteur de projet doit, à chaque demande d'autorisation pour une turbine éolienne, joindre une note environnementale (« *milieunota* »). Dans cette note, le requérant doit motiver le choix de l'emplacement et indiquer clairement l'impact sur certaines catégories d'incidences.

Le requérant doit motiver l'emplacement proposé. L'emplacement doit d'abord respecter le principe de la densification déconcentrée (« *gedeconcentreerde bundeling* »), qui découle du plan structurel flamand pour l'aménagement du territoire (« *Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen* »). Les turbines éoliennes sont destinées à alimenter en courant les ménages et les entreprises. Elles doivent par conséquent être aussi regroupées avec des zones urbanisées et des noyaux urbanisés en milieu rural. Si le regroupement n'est pas possible, la possibilité existe de déroger aux règles applicables dans les espaces non bâtis et de placer des turbines éoliennes à proximité d'infrastructures existantes telles que des autoroutes, voies de chemin de fer et canaux.

Le choix de l'emplacement pour les turbines éoliennes doit également tenir compte du développement spatial de la zone. Il doit correspondre à l'échelle et à l'agencement du paysage. L'ampleur du projet ne peut pas porter atteinte à la structure et aux fonctions essentielles du milieu rural.

Enfin, le demandeur doit décrire dans la note environnementale (« *milieunota* ») l'impact possible de l'implantation de turbines sur un certain nombre de catégories d'incidences qui sont précisées dans la circulaire (nature, faune aviaire, bruit, ombre portée, sécurité, ...).

Un groupe de travail interservices sur l'énergie éolienne (« *Interdepartementale Windwerkgroep* ») a également été mis sur pied dans le cadre de la circulaire.

Ce groupe de travail « énergie éolienne » s'occupe de la coordination de la mise en oeuvre pratique de l'énergie éolienne en Flandre. En cas de demande dans ce sens faite par l'autorité compétente qui délivre les autorisations (qu'elle soit communale ou provinciale), le groupe de travail "énergie éolienne" peut aussi donner des conseils ciblés.

B. Situation en ce qui concerne l'élaboration de lignes directrices pour le traitement des permis et la faisabilité d'une procédure accélérée de planification pour les producteurs d'électricité recourant à des sources d'énergie renouvelables.

a. Énergie solaire

L'installation de panneaux solaires photovoltaïques a été largement dispensée de l'obligation d'obtenir une autorisation par l'arrêté du gouvernement flamand du 14 avril 2000. Le 1^{er} mai 2000 est entré en vigueur un nouveau décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire. En exécution de ce décret, l'arrêté du gouvernement flamand stipulant les modifications de fonction pour lesquelles une autorisation est exigée et les travaux, actes et modifications pour lesquels aucun permis d'urbanisme n'est exigé a été adopté le 14 avril 2000.

Cet arrêté dispose qu'aucun permis d'urbanisme n'est nécessaire pour l'installation de:

- panneaux solaires photovoltaïques et/ou de chauffe-eau solaires sur le plan du toit jusqu'à 20% maximum de la superficie de la toiture ;
- des panneaux solaires photovoltaïques et/ou de chauffe-eau solaires sur un toit plat.

b. Énergie éolienne

La législation flamande prévoit que des plans d'exécution spatiaux (« *Ruimtelijke UitvoeringsPlannen* - RUP) peuvent être établis pour les emplacements se prêtant bien à des projets de turbines éoliennes.

Les grands parcs de turbines éoliennes ayant une puissance supérieure à 10 MW sont délimités dans des RUP régionaux. Les petits parcs de turbines éoliennes comptant plus de 3 turbines et ayant une puissance totale inférieure à 10 MW sont délimités dans des RUP provinciaux. Les emplacements pour les installations individuelles et les installations groupées comptant moins de 3 turbines éoliennes sont délimités dans des RUP communaux.

Entretemps, des RUP régionaux pour l'implantation de turbines éoliennes ont été définitivement adoptés pour une vaste zone à Meer, Hoogstraten, et deux autres RUP régionaux additionnels pour l'implantation de turbines éoliennes (Gistel, Kruibeke). Dans l'intervalle, une procédure a également été lancée pour plusieurs RUP régionaux additionnels.

c. Biomasse

La législation environnementale flamande (VLAREM) dispose que les émissions de méthane des décharges doivent être recueillies et incinérées de manière contrôlée. La valorisation énergétique des gaz de décharge est obligatoire lorsqu'elle est économiquement rentable.

En 2003 est prévue une modification de la législation VLAREM selon laquelle les exploitants des décharges qui ne sont pas équipés d'un système de valorisation des gaz de décharge sont tenus de réaliser pour le 1er janvier 2004 une étude de la

faisabilité technico-économique d'un tel système. Si la valorisation est faisable, l'installation du système doit être faite pour le 30 juin 2005. Entre-temps, pratiquement toutes les décharges flamandes se sont équipées de récupérateurs de biogaz et de systèmes de valorisation énergétique.

En Flandre, les incinérateurs de déchets sont aussi tenus, de par la législation en matière d'environnement, d'avoir un rendement énergétique élevé. Un rendement énergétique élevé est imposé aux nouvelles installations. Les installations existantes doivent optimiser leur rendement énergétique par récupération de l'énergie. À cette fin, l'exploitant doit réaliser une étude de faisabilité compte tenu des meilleures techniques disponibles. En fonction des résultats de l'étude, des critères d'efficacité énergétique ont été fixés par installation en 2004, et l'énergie disponible est récupérée quasi totalement dans les incinérateurs de déchets existants.

d. Énergie hydro-électrique

Pour faciliter la délivrance de permis pour des petites centrales hydro-électriques, un cadre d'évaluation a été élaboré qui doit permettre d'apprécier l'impact des aspects pertinents (migration des poissons, consommation d'eau,...) afin de pouvoir se prononcer ensuite sur une implantation réfléchie.

C. Situation en ce qui concerne la désignation des autorités intervenant comme médiateur dans les litiges entre les autorités qui sont chargées de délivrer des autorisations aux requérants.

Les pouvoirs publics flamands n'envisagent pas de désigner une instance de médiation pour traiter les litiges entre l'instance délivrant les autorisations et les requérants.

Les procédures de délivrance des autorisations prévoient déjà pour le requérant une procédure de recours et/ou la possibilité de contester la décision de l'instance délivrant l'autorisation auprès du Conseil d'État.

III. Gestion du réseau (article 7)

1. Garantie/priorité pour l'électricité produite à partir de SER

Les États membres doivent prendre des mesures pour garantir la transmission et la distribution d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Ils peuvent en outre accorder à l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables la priorité d'accès au réseau.

L'arrêté du gouvernement flamand du 5 mars 2004 relatif à la promotion de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables prévoit que les opérateurs du réseau de distribution doivent accorder la priorité aux demandes de connexion des installations produisant de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Ils doivent également accorder la priorité à l'installation des appareils de comptage nécessaires à l'octroi des certificats verts.

Pour ce qui est de la distribution de l'électricité produite par les installations de production, les opérateurs des systèmes de transport doivent accorder la priorité aux installations utilisant les sources d'énergie renouvelables, dans la mesure permise par le fonctionnement du système électrique national..
(Compétence fédérale.)

2. Coûts des adaptations du réseau

Pour l'indemnisation des coûts entraînés par les adaptations techniques qui doivent être apportées au réseau pour pouvoir y connecter les producteurs d'électricité recourant aux SER, des règles objectives, transparentes et non discriminatoires doivent être fixées qui tiennent compte de tous les coûts et avantages qui résultent de la connexion de ces producteurs au réseau. Les règles peuvent prévoir divers types de connexion.

Le cas échéant, ces frais peuvent être imputés partiellement ou totalement aux opérateurs du réseau de transport et de distribution.

Les opérateurs du réseau de transport et de distribution doivent donner une estimation complète et détaillée des coûts en cas de demande de connexion. Les États membres peuvent autoriser les producteurs d'électricité recourant aux SER à lancer un appel d'offres pour les travaux de connexion.

Les États membres mettent en place un cadre juridique ou exigent des opérateurs du réseau de transport et de distribution à définir et publier des règles standardisées pour la répartition entre tous les producteurs qui en bénéficient des coûts des installations telles que les connexions au réseau et les renforcements du réseau. La répartition des coûts se fait selon un mécanisme de critères objectifs, transparents et non discriminatoires, en tenant compte des avantages de la connexion pour les producteurs connectés initialement et ensuite pour les producteurs connectés ultérieurement ainsi que pour les opérateurs du réseau de transport et de distribution.

L'arrêté du gouvernement flamand du 5 mars 2004 relatif à la promotion de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables fixe les règles en la matière (article 15).

L'exploitant de l'installation supporte les coûts nécessaires pour la connexion au réseau de distribution d'une installation de distribution d'électricité verte au point de connexion le plus approprié.

Les coûts se rapportent aux postes suivants :

- 1° la pose d'une ligne électrique jusqu'au point de connexion ;
- 2° la transformation à la tension du réseau existant ;
- 3° le dispositif de connexion au réseau ;
- 4° l'installation de comptage.

Indépendamment du point de connexion qui est finalement retenu, les coûts à charge de l'exploitant restent limités dans tous les cas aux postes susmentionnés, et sont calculés en postulant que la connexion se fera avec le point le plus proche du réseau existant à une tension de 10 kV ou supérieure à 10 kV.

L'opérateur de réseau publie les tarifs de connexion en vigueur, ventilés en fonction des postes susmentionnés.

L'opérateur du réseau supporte tous les autres coûts nécessaires qui résultent uniquement d'une nouvelle connexion d'une installation de production d'électricité verte, dans l'optique d'une extension du réseau pour la prise et le transport de l'électricité rétrocedée.

3. Tarifs du réseau transport et de distribution

Les États membres veillent à ce que l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ne soit pas désavantagée par la perception des tarifs du réseau de transport et de distribution. Les États membres peuvent stipuler que les tarifs de transport et de distribution pour les installations électriques qui recourent aux sources d'énergie renouvelables doivent prendre en compte les réductions de coût qui découlent de la connexion au réseau, notamment en raison de l'utilisation directe du réseau basse tension. Les tarifs de déséquilibre ont été adaptés en plusieurs étapes dans les années 2005 et 2006 pour parvenir à des tarifs de déséquilibre plus conformes au marché, plus transparents et moins chers, qui sont cruciaux pour des sources d'énergie renouvelables fluctuantes, non contrôlables, comme l'énergie éolienne (voir tarifs ELIA).

(Compétence fédérale)

4. Rapport

Dans le rapport concernant les procédures administratives publié pour le 27 octobre 2003, des mesures sont aussi intégrées en vue de faciliter l'accès au réseau de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Les petites installations de production dont la puissance va jusqu'à 10 kilowatts (notamment sources d'énergie renouvelables et production combinée électricité-chaleur) peuvent avoir recours à un dispositif de comptage bidirectionnel et rétrocéder ainsi au réseau l'électricité produite au tarif des petits producteurs.

(Compétence fédérale)